

# Les nouveaux habits de l'extrême droite

CHANTIER p. 12



agir par  
la culture  
#59 magazine politique & culturel  
automne 2019 // gratuit

**Numérique: vers un travail en micromiettes?** p. 04

Entretien avec Antonio A. Casilli

**Le modèle JC Decaux** p. 28

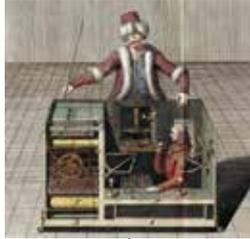
À quel prix une ville sans pub est-elle possible?

**Du lacrymal aux lacrymos** p. 31

Ou comment engloutir la démocratie

# SOMMAIRE

4



**Pourparlers**  
ANTONIO A. CASILLI  
Numérique: vers un travail  
en micromiettes ?

8

**Propos intempestifs**  
Les leçons ambivalentes  
de Marina Abramović

9



**Reflets**  
Le peuple  
de l'habitat léger



**Chantier**  
**Les nouveaux habits  
de l'extrême droite**

14

BENJAMIN BIARD  
« La stratégie de lissage  
du discours pour accéder  
au pouvoir fonctionne »

17

Les habits neufs de la bête

20

L'extrême droite a-t-elle  
remporté la bataille du net ?

22

ERIC CORIJN  
Développer une alternative  
au Vlaams Belang et son monde

25

Les trois fronts de l'antifascisme

**Mouvement  
écosocialiste**



**Agir par la culture**  
www.agirparlaculture.be  
info@agirparlaculture.be  
Une publication de Présence  
et Action Culturelles asbl  
Rue Lambert Crickx, 5  
1070 Bruxelles – Belgique  
www.pac-g.be  
Tél: 02/545 79 11

**ÉDITEUR·TRICES RESPONSABLES**  
Denis Dargent et  
Sarah de Liamchine

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Aurélien Berthier  
aurelien.berthier@pac-g.be  
Tél: 02/545 77 65

**ÉQUIPE RÉDACTIONNELLE**  
Julien Annart, Sabine Beaucamp,  
Valentine Bonomo, Jean Cornil,  
Anne-Lise Cydzik, Denis Dargent,  
Sarah de Liamchine, Vanya Michel,  
Barbara Mourin, Jean-François  
Pontégnie, Marc Sinnæve,  
Olivier Starquit, Emmanuel  
Troestler & Pierre Vangilbergen

**ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO**  
Manuel Abramowicz,  
Benjamin Biard, Antonio  
A. Casilli, Eric Corijn,  
Julien Dohet, Ian Dykmans,  
Ruben Falkowicz, Pierre  
Lempereur & Sung Posier

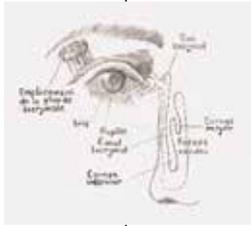
**COUVERTURE  
& ILLUSTRATIONS DU DOSSIER**  
Eponine Cottey  
www.cargocollective.com/  
eponinecottey

**CONCEPTION GRAPHIQUE  
& MISE EN PAGE**  
Vanya Michel  
& Emmanuel Troestler

28

**Politique**  
À quel prix une ville sans pub est-elle possible ?

31



**Réflexions**  
Du lacrymal aux lacrymos

34

**Réverb'**  
Underground par survie

35

**Le dit et l'impensé**  
L'action sociale sous l'emprise technocratique

38

**À bas la Culture !**  
Marxiste, tendance Pif le chien

39

**Popcorns**  
Nos chroniques culturelles

**L'**extrême droite vous empêche de dormir ? Non. Et c'est bien là le problème... L'idéologie néofasciste est à ce point devenue le bruit de fond des sociétés dites « modernes » qu'on ne l'entend même plus. Et pourtant. Rarement un courant politique issu de la fin du 19<sup>e</sup> siècle aura démontré une telle vivacité et une telle capacité, farouche, à se réinventer. Sous des noms d'emprunts variés – mais toujours bien ancrés à la droite de la droite – les fachos d'aujourd'hui contaminent notre environnement comme jamais. Si les skinheads d'antan ont été relégués au rayon des sous-cultures en péril, leurs héritiers, bien plus policés, s'insinuent au cœur même de cette société 2.0 à laquelle, faisant fi bien souvent de tout esprit critique, nous adhérons toutes et tous béatement.

Comme le rappellent les contributeur-trices de notre chantier, l'éducation à elle seule ne suffira pas à enrayer ce phénomène de pollution intellectuelle. L'autoritarisme antidémocratique et xénophobe utilise aujourd'hui toutes les ressources du capitalisme pour distiller ses thèses nauséabondes et il est clair que ce même capitalisme profite bien de la vivacité de ces groupes extrêmes quand ils contribuent à faire perdurer le règne de la marchandise. Mais plus encore, ce courant préfigure une société où les dominant-es d'aujourd'hui règneront demain encore, sans partage.

**É  
D  
I  
T  
O**

L'extrême droite c'est l'idéologie du contre, contre les étranger·ères, contre les démocrates, contre les femmes, contre la solidarité. Contre tout ce qui constituerait une menace pour ses propres libertés, son morceau de pain, sa culture, son identité. Sauf qu'à bien y regarder, les autres, ceux-celles qu'on rejette ne sont pas ceux-celles qui se partagent le butin, ne sont pas celles qui détricotent nos conquies sociaux, ne sont pas ceux-celles qui bafouent nos droits fondamentaux, loin s'en faut. Alors oui, le sursaut doit être collectif mais avant d'adopter une posture morale et bienpensante face aux populations victimes du libéralisme mondialisé, il faudra nécessairement revoir nos discours et postures pour y déceler en quoi nous avons nous aussi, à notre échelle, participé à cette banalisation des idées démocratiques.

Le temps de la riposte antifasciste a sonné, aux côtés des dominé-es de tous horizons, de toutes nationalités et de toutes cultures. Pour l'émancipation et la liberté. Contre le grand capital et ses pantins réactionnaires.

**Sarah de Liamchine**  
**Denis Dargent**  
Codirectrice-teur de PAC

**DÉPÔT**  
Abderrahim El Achhab & Frank Roland  
**ABONNEMENT**  
info@agirparlaculture.be  
Tél: 02/545 79 11

Pour recevoir *Agir par la culture* par la poste ou pour vous désinscrire de la liste d'envoi, rendez-vous sur le site [www.agirparlaculture.be](http://www.agirparlaculture.be) (abonnement gratuit pour la Belgique, frais de port payants hors de Belgique). Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée

à l'égard des traitements de données à caractère personnel ainsi qu'au Règlement européen pour la protection des données (RGPD), vous pouvez en permanence vous désabonner, consulter vos données, en demander la rectification en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Le contenu des articles n'engage que leur-s auteur-es. Tous les articles peuvent librement être reproduits à condition d'en mentionner la source. La rédaction laisse libre ses auteurs et autrices d'utiliser l'écriture épicienne ainsi que l'orthographe réformée de 1990 et d'expérimenter ces nouveaux modes d'écritures plus inclusifs.

Avec le soutien du Service Éducation permanente du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Loterie Nationale.



# Antonio A. Casilli

# Numérique: vers un travail en micromiettes ?

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

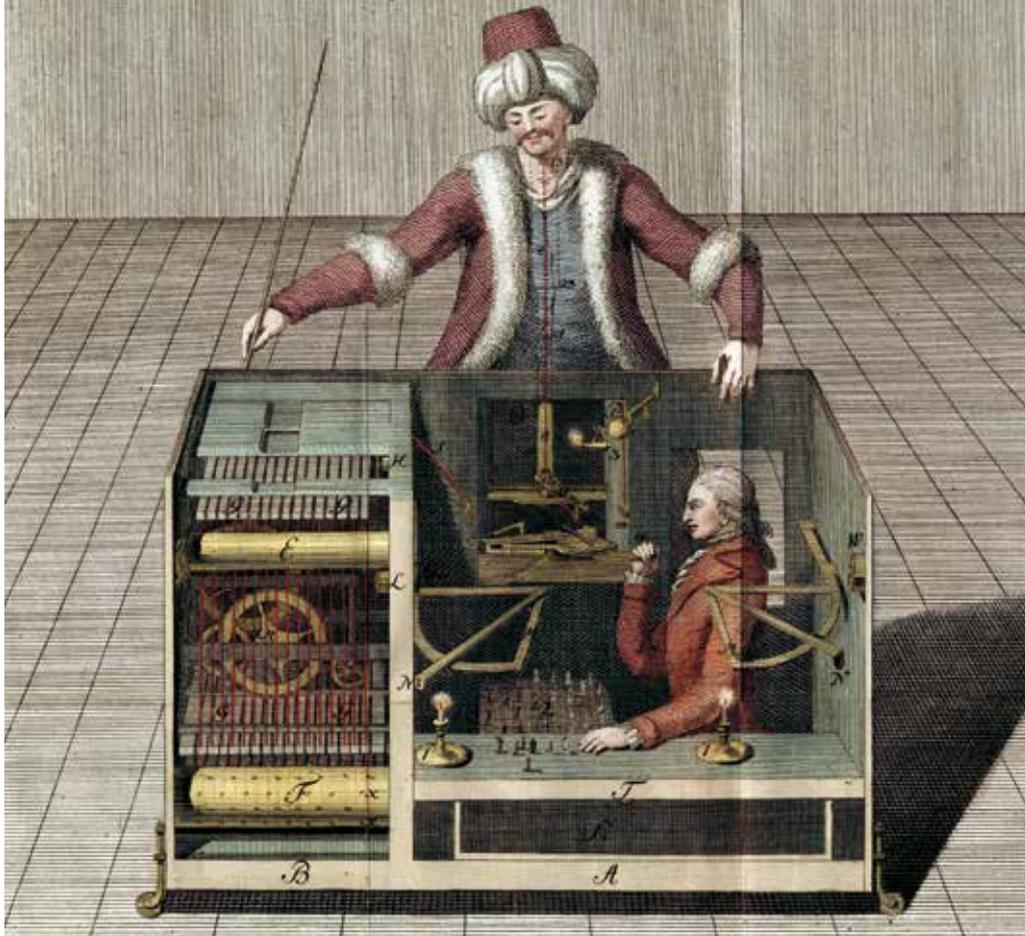
Avec « En attendant les robots », le sociologue Antonio A. Casilli s'attaque à l'un des principaux mythes des sociétés occidentales contemporaines : le développement sans frein de la technologie va conduire à la disparition du travail ; les humains sont condamnés à être remplacés par des « intelligences artificielles ». Or, en se penchant sur l'arrière-cuisine du secteur numérique, Casilli montre à quel point ces intelligences dites artificielles sont en réalité « largement faites à la main », par une armée de réserve de l'industrie numérique composée de travailleurs et travailleuses précaires qui se tuent à la microtâche.

Avec le développement de l'automatisation, il est en effet plus à craindre une précarisation et une atomisation accrues du travail plutôt que sa disparition. Le mythe du « grand remplacement » des humains par des robots, nous indique Casilli, renouvelle en fait la vieille ruse du régime capitaliste pour payer toujours moins la force de travail et la déprotéger socialement. La promesse d'automatisation portée par le secteur numérico-industriel s'avère ainsi à la fois le « bâton qui discipline la force de travail » et la « carotte qui attire les investisseurs ». Loin des fables marketing de la Silicon Valley sur l'intelligence artificielle toute puissante et autonome que de talentueux ingénieurs développeraient seuls, la réalité est faite de millions de *digital workers* (travailleuses du doigt) payées quelques centimes d'euro la pièce. Ils entraînent les algorithmes en cliquant sans fin dans des fermes à clics au Kenya, dans des cybercafés en Tunisie ou depuis la maison un peu partout, pour tenter d'améliorer leur salaire de *working poor*. Évoquer la disparition du travail, c'est donc une manière de ne pas voir son incessante

altération et oublier bien vite que si la *data* (la donnée) brute est le nouveau pétrole, un raffinage par les humains est nécessaire avant tout usage par la machine.

**Contrairement à l'idée reçue, vous affirmez que ce sont plutôt les humains qui volent le job des robots. Qu'est-ce qui vous fait dire ça ?**

On est aujourd'hui entouré par un discours ambiant qui rabâche les résultats de l'étude « The future of employment » de Frey et Osborne menée en 2013 selon laquelle 47% des emplois disparaîtraient d'ici 2030 au États-Unis en raison de l'utilisation des intelligences artificielles (IA) et de la robotique mobile... Or, si on se penche sur la nature de l'intelligence artificielle, considérée comme responsable de ce prétendu « grand remplacement technologique », celle qu'on a effectivement à notre disposition, on s'aperçoit que nous sommes loin d'une IA forte, c'est-à-dire capable de dépasser celles des humains. Au contraire, la réalité commerciale, mais aussi celle des recherches de pointe et des investissements



Coupe du Turc mécanique, avec la position supposée de l'opérateur. Joseph Racknitz, 1789

**« Énormément de travail humain irrigue ces solutions technologiques loin d'être autonomes. »**

actuels nous mènent plutôt vers un paradigme d'IA *faible*. C'est-à-dire celle qu'on a dans la poche: le Siri ou le OK Google des smartphones, le Cortana ou l'Alexa des enceintes connectées, c'est-à-dire des assistants virtuels qui accompagnent la décision ou certaines actions humaines. Le non-dit de la réflexion actuelle sur les technologies c'est que, pour pouvoir produire ces assistants virtuels, on a besoin d'énormément de *travail humain*. On parlera même ici plutôt de *human assisted virtual assistants* (des assistants virtuels eux-mêmes assistés par des êtres humains) car ils sont totalement inefficaces en l'absence d'une intervention humaine. Il est en effet nécessaire que des humains produisent des exemples, c'est-à-dire des données utilisables que les « intelligences artificielles » sauront reconnaître et ranger. Car elles n'apprennent pas toutes seules. Ce sont des êtres humains qui annotent, qualifient et améliorent les données d'entraînement. Et encore des êtres humains qui testent ces outils et vérifient qu'ils interprètent correctement les données... Énormément de travail humain irrigue donc ces solutions technologiques loin d'être autonomes.

### Qui réalise ce travail ?

Le fonctionnement de ces technologies dites « apprenantes » et dont ont besoin les plateformes pour marcher, est assuré, pas tant par des informaticiens surdoués et spécialisés qui réaliseraient des prouesses algorithmiques, que par une foule de personnes sans qualification particulière. Ce sont elles qui produisent les données.

Une grande partie de ce travail est réalisé par des personnes qui évoluent sur des plateformes spécialisées dans le microtravail. La plus ancienne et la plus connue est *Amazon Mechanical Turk* [à l'initiative de la plateforme de vente *Amazon.com*] mais depuis, leur nombre a explosé. On connaît relativement mal leur fonctionnement et leur étendue, mais une chose est sûre: ces plateformes ne permettent pas un encadrement classique du travail. On y est très

rarement salarié, et même le statut de *free lancer* ne s'y adapte pas. Ce qui émerge ainsi actuellement, c'est une nouvelle catégorie de travailleuses que j'ai nommés les *microtâcherons du clic*. Ces travailleurs sont payés à la pièce pour réaliser une microtâche qui dure de quelques secondes à quelques minutes, et qui est très faiblement rémunérée: de quelques centimes à quelques euros. Il s'agit par exemple de labelliser des images pour que des algorithmes soient capables de discerner un arbre d'un poteau, typiquement, ce qu'ils ne savent pas faire d'entrée et qu'ils ont besoin « d'apprendre » en s'entraînant sur de gigantesques bases de données préparées par ces humains.

Une autre partie de ce travail, nous le réalisons nous-mêmes gratuitement, par notre usage des plateformes. Par exemple, quand je regarde 4 ou bien 40 minutes d'une vidéo sur YouTube, en la notant en bien ou en mal, ou quand je like ou partage tels articles, commentaires, photos etc. sur Facebook. Ce faisant, leurs algorithmes sont capables d'apprendre mes préférences et de s'améliorer à partir des données que j'ai créées, que j'ai produites. C'est le *travail social en réseau* que nous réalisons sans nous en rendre compte et sans toucher pour cela la moindre rémunération, alors même qu'ils utilisent et monétisent ces données et produisent donc de la valeur à partir d'elles.

**Vous montrez effectivement qu'il existe un continuum entre la course d'un chauffeur Uber, la microtâche d'un microtravailleur d'Amazon Mechanical Turk et les posts d'un internaute sur Facebook. Qu'est-ce qui relie ces trois personnes ?**

Toutes ces plateformes – qui ne sont pas des entreprises classiques puisque leur activité est essentiellement de mettre en relation différents types d'acteurs – sont basées sur la production de données. Elles doivent pour cela mettre au travail leurs propres utilisateur-trices afin de leur faire réaliser une activité de type particulier : le *digital labor*. Le terme *digital* renvoie au terme latin *digitus* (le doigt). C'est donc en somme le travail du doigt dont le clic de la souris représente la tâche la plus élémentaire. Il est à distinguer du travail numérique, celui des managers, des ingénieurs, des informaticiens des grandes entreprises du numérique qui sont, eux, capables de gérer le *numerus* de par leurs compétences en mathématiques avancées.

Le *digital labor* est un travail qui est extrêmement fragmenté et surtout déqualifié, invisibilisé et invalorisé (c'est-à-dire en perte de valeur). Il est d'abord fondé sur le principe de tâcheronisation : l'activité se limite à des tâches extrêmement simples, courtes et fractionnées mais aussi standardisées, répétitives et assez rébarbatives. Elles sont effectuées pour la plupart devant un ordinateur : identifier des objets sur une image, étiqueter des contenus, enregistrer sa voix en lisant de courtes phrases, traduire de petits bouts de texte...

Le fil rouge qui relie un chauffeur de Uber, un micro-travailleur d'Amazon Mechanical Turk et un utilisateur lambda de Facebook, c'est donc la production des données, processus qu'on appelle la *datafication* et qui représente l'autre fondement de ce *digital labor*. Les plateformes et les IA – que

**« Le *digital labor* est un travail qui est extrêmement fragmenté et surtout déqualifié, invisibilisé et invalorisé »**

les premières tentent de produire et de marchander – sont en effet fondées sur un flux constant de données produites et traitées. C'est la matière première nécessaire à leur fonctionnement. Ainsi, un chauffeur Uber passe certes une partie de son temps à

conduire, mais ce qui intéresse surtout la plateforme sur laquelle il évolue, c'est de produire des données sur son smartphone en utilisant l'application Uber, en améliorant le GPS, l'algorithme de tarification dynamique ou la notation des passagers. Ces données sont en effet utilisées pour entraîner des robots de type particulier, des véhicules dits « autonomes », mais qui ont tout de même besoin de traiter et de travailler des données en temps réel. Un véhicule « sans chauffeur » enregistre des données grâce à un « lidar » [*un capteur à radar laser*], mais ces données, pour être exploitables, ont besoin d'être annotées, améliorées, raffinées.

Ainsi, concrètement, si ce véhicule « autonome » a pris en photo une rue, il faut que quelqu'un lui enseigne à reconnaître un arbre ou un piéton (à éviter), un panneau de signalisation (et son interprétation), etc. Et ce, de toutes les formes et dans tous les contextes possibles. Pour ce faire, on fait donc appel à des travailleurs du clic, comme ceux de *The mighty IA*, un sous-traitant spécialisé dans l'entraînement des données pour le secteur automobile. Au sein de cette plateforme, des milliers de personnes payées quelques centimes par tâche doivent regarder à longueur de journée des photos de villes, d'autoroutes, et détourner [*tracer les contours de*] les voitures ou les camions pour les identifier.

**Combien sont-ils ces microtravailleur-euses ?**

Ces microtravailleurs représentent une force de travail qui est en train de monter partout dans le monde. Les plateformes déclarent des effectifs qui dépassent déjà les cent millions ! On est donc loin d'une disparition du travail et des emplois volés par les robots. Au contraire, les besoins du secteur du numérique et de l'IA ne cessent de croître et d'évoluer. Par contre, le travail et ses conditions d'exercice se voient fortement dégradées puisque cette tâcheronisation entraîne une fragmentation des emplois en microtâches externalisées accompagnée par le démantèlement des salaires au moyen des micropaiements.

**Vous montrez que l'essentiel de cette armée industrielle de tâcherons du clic se situe dans les pays du Sud...**

Oui, tout simplement pour une question démographique : la masse des ouvriers se situe aujourd'hui dans le Sud du monde dans les secteurs primaires ou secondaires, l'extraction de minerais ou l'agriculture. Dans son ouvrage « L'avenir du travail vu du Sud », Cédric Leterme explique comment la masse ouvrière actuelle s'est « sudifiée » et féminisée. Les microtâcherons du clic, qui font partie à part entière de cette masse ouvrière, n'échappent pas à la tendance. Ainsi, des pays comme les Philippines, l'Inde, l'Afrique du Sud ou dans un contexte francophone Madagascar, le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou la Tunisie concentrent le gros de ces microtravailleurs. Lesquels sont d'ailleurs très souvent plutôt des microtravailleuses.

**En somme, sur les plateformes de microtravail, non seulement le modèle vanté (l'auto-entrepreneuriat, où l'on est libre de travailler où on veut quand on veut) s'avère en fait être un environnement de travail aux conditions ultra précaires, sous-payées, sans aucune protection ni garantie de pérennité de son activité, mais de surcroît, celui qui y travaille subit aussi des contraintes liées au salariat comme la subordination, la surveillance, le contrôle...**

L'idée de base du salariat c'est qu'en échange d'une subordination relative, je reçois une protection sociale généralisée. Ce pacte-là s'est cassé et les « indépendants » ont renoncé à la protection pour éviter la subordination

à l'ancienne. Les travailleurs des plateformes, eux, qu'ils travaillent gratuitement ou pour des microrémunérations, se retrouvent face à une forme de subordination qu'on appelle la *subordination technologique*. Celle-ci se manifeste notamment à travers le flux d'ordres qui leur est transmis via les pastilles d'un message non lu, les annonces, les alertes, etc. C'est ce qu'on nomme des *calls to action* (« appels à l'action »), des solutions technologiques qui vous poussent à réaliser une action le plus vite possible et sans vous poser de questions. C'est assez clair si vous êtes un chauffeur Uber : chaque nouvelle proposition de course équivaut à un ordre, et chaque refus de course, c'est un refus d'ordre qui expose à une sanction possible comme une perte de réputation, un déclassement, etc. Même un utilisateur lambda de Facebook ou de LinkedIn recevra ces appels à l'action ou subira la quantification de son effort productif via toute une métrique de performance (scores, likes, étoiles, nombre de followers, de partages, de contacts...) qui sert aussi d'outil de contrôle et de mise en concurrence.

**Avec le microtravail, basé sur le modèle de rémunération à la micro-pièce, au clic de souris, est-ce qu'on arrive à une logique tayloriste poussée à son maximum ? À un travail non plus « en miettes » mais en micromiettes ?**

Nous sommes clairement dans le prolongement extrême à la fois de l'ancienne division du travail dont parlait Adam Smith au 18<sup>e</sup> siècle, et de certaines bases du fordo-taylorisme comme la fragmentation du travail et le travail à la chaîne... Sur Amazon Mechanical Turk, un travailleur reçoit un flux d'offres de microtâches qu'il doit réaliser très vite. Ça ne doit pas lui prendre plus de quelques fractions de seconde pour distinguer de manière intuitive un chat d'un chien sur une image. Ce travail est donc en effet extrêmement atomisé au niveau de sa réalisation ainsi qu'au niveau de sa rémunération.

Mais ce qui représente la plus grosse différence par rapport au « travail en miettes » dont parlait Georges Friedmann en 1964, c'est le fait qu'il s'agisse d'un travail invisibilisé. Ainsi, au 20<sup>e</sup> siècle, malgré l'émiettement de leur activité, des modalités de solidarité active entre les travailleurs pouvaient subsister du fait même qu'ils partageaient un même lieu de travail : l'usine. Or, actuellement, les travailleurs des plateformes de microtravail n'ont aucune idée de qui sont les autres microtravailleurs. Pire, ils n'ont aucun intérêt à faire savoir aux autres ce qu'ils sont en train de faire : les autres ce sont des concurrents qui peuvent potentiellement leur voler des tâches un peu mieux rémunérées – c'est-à-dire un euro plutôt que quelques centimes... Cela contribue à une invisibilisation qui ne vient plus du haut et qui serait voulue par le patronat, mais bien à une invisibilisation qui vient du bas, et qui est opérée par le travailleur lui-même, chacun souhaitant rester invisible aux yeux des autres.

On constate aussi parfois même des formes d'entr'exploitation c'est-à-dire de micro sous-traitance en cascade. Une personne peut accepter une micro-tâche un peu plus importante, comme retravailler un logo pour la somme de 3 \$. Elle va l'émettre à son tour, et faire réaliser cette tâche graphique par trente personnes différentes en réalisant un bénéfice au passage. Chaque personne s'occupera d'une micro-tâche payée quelques cents comme changer une couleur, changer un vecteur, changer un pixel et ainsi de suite...

**Ce climat de travail semble défavorable à la construction de solidarité, comment susciter chez les travailleur-euses digitaux une prise de conscience de leur intérêt commun et les amener à s'organiser pour défendre leurs droits sociaux ?**

En réalité, le conflit social est loin d'être évacué et on constate déjà une prise de conscience, au niveau international, des travailleur-euses des plateformes. On peut ainsi immédiatement penser aux travailleurs de plateforme de travail à la demande très visibles comme Uber ou Deliveroo qui se battent pour cette reconnaissance. Les litiges, les revendications, les grèves, les créations de syndicats ou l'intégration de ces travailleurs-euses dans les syndicats traditionnels se multiplient, tant en Europe qu'en Australie, en Amérique ou en Inde. Ensuite, dans le monde du microtravail, on constate aussi la création de guildes, de recours collectif, et la volonté de certains syndicats d'organiser les microtravailleurs. Enfin, dans la troisième famille de travailleurs du clic qu'est le travail social en réseau, on observe aussi la multiplication d'actions en justices et d'embryon de formes d'organisation. Par exemple, il y a de plus en plus d'appels à la grève sur Facebook ou à la formation de *data unions* c'est-à-dire de syndicats de créateurs de données sur les plateformes sociales.

Par ailleurs, on observe aussi des mouvements de type nouveau, comme le coopérativisme de plateformes. Celui-ci cherche à dépasser la conception capitaliste et prédatrice des plateformes actuelles et vise à créer un Twitter ou un Uber du peuple ! C'est-à-dire à inscrire les plateformes et les technologies numériques dans le contexte de l'économie sociale et solidaire et non plus exclusivement de se baser sur la captation de la valeur produite par ses utilisateurs. Il s'agit en somme d'une réactualisation de la grande tradition mutualiste des siècles passés qui propose aux usagers de ces plateformes d'en être les propriétaires et même les concepteurs. Même si ce mouvement se heurte aujourd'hui à pas mal de contradictions en interne, et lutte pour pouvoir trouver une manière de s'affirmer et ne pas se faire approprier par les plateformes capitalistes, c'est quelque chose d'extrêmement prometteur.

Antonio A. Casilli  
En Attendant les robots  
Enquête sur le travail du clic  
Le Seuil, 2019



# Marina Abramović

## Les leçons ambivalentes de

PAR JEAN CORNIL



En 1974, à Naples, Marina Abramović, artiste serbe, issue du courant esthétique de l'Art corporel, réalise une performance exceptionnelle qui m'emplit, depuis que j'ai découvert ses réalisations, de sentiments aussi ambivalents que puissants.

D'abord la description telle que racontée par le philosophe Alexandre Lacroix :

*Marina Abramović « a disposé autour d'elle soixante-douze objets, parmi lesquels une rose, une plume, du parfum, du miel, du pain, une grappe de raisins, du vin mais aussi des ciseaux, un scalpel, des rasoirs, une barre métallique, un couteau, un pistolet avec une balle. Et sur un écriteau, elle avait énoncé ses instructions :*

*Il y a 72 objets sur la table que chacun peut utiliser comme il le désire.*

*Performance  
Je suis l'objet*

*Pendant cette période, j'assume l'entière responsabilité.*

*Durée : six heures  
(8h du soir à 2h du matin) ».*<sup>1</sup>

Ensuite le déroulé de la performance : les deux premières heures, rien d'agressif ou de déplacé. On touche l'artiste, on lui soulève un bras, on la pivote sur elle-même. Puis, au fil du temps, on découpe ses vêtements, on lui plante

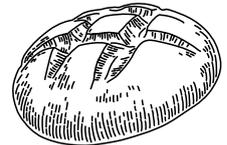
des épines de rose dans le ventre, on balafre sa peau et sa gorge, on procède à des atouchements sexuels. Enfin, un homme enroule son doigt autour de la gâchette du pistolet et le pointe sur elle. Là, un participant intervient et empêche tout juste le coup de feu. Fin de la performance.

Perplexité et sentiments ambigus. Sur la question esthétique tout d'abord. L'histoire de l'art est-elle finie? Avec l'art contemporain qui transgresse la notion même d'œuvre d'art, et à la différence de l'art moderne qui déconstruit seulement les règles de la figuration classique, il y a une profonde rupture avec les traditions et les conventions du passé.



L'artiste se mue en homme d'affaires, le marché devient le meilleur critique d'art mondialisé et « l'œuvre » relève plus de l'investissement que du sentiment. D'où aussi la violence que l'art contemporain peut susciter entre effroi et fascination. Que l'on songe à la mise en scène totalement iconoclaste de *La flûte enchantée* de Mozart à La Monnaie l'année dernière. Si l'art incarne dans un matériau sensible les grandes valeurs de son temps, nul doute que l'évolution de l'esthétique contemporaine illustre pleinement la domination planétaire de la seule logique du capital.

Sur la question éthique, la performance de Marina Abramović confirmerait-elle le caractère profondément mauvais de l'humain? Contre l'illusion socratique que « nul ne fait le mal volontairement » ou contre les rêveries de Rousseau selon lequel seuls les Hommes, au pluriel, possèdent de funestes penchants.



Plus encore que le désir de plaire, d'enrichissement ou de plaisir, la prestation de l'artiste serbe démontre « qu'il existe en l'Homme quelque chose comme une propension désintéressée à la destruction, un rythme noir » écrit Alexandre Lacroix<sup>2</sup>. La performance porte d'ailleurs le titre de *Rhythm 0* car « les désirs de vandalisme et de brutalité sont inextricablement liés au temps et au caractère fini, limité de l'existence humaine ».

Ce qui débouche sur la question écologique. Puisque, mortels, nous sommes voués inexorablement au néant, nous nous vengeons du temps assassin en saccageant la nature. Si nous étions tels les dieux, immortels, la conservation de la biosphère nous serait plus chère. Une performance de Marina Abramović qui n'a donc de cesse d'interpeller les interrogations profondes qui transcendent les époques.



1. Alexandre Lacroix, *Devant la beauté de la nature*, Allary Éditions, 2018, p.392  
2. Ibid, p.394

# Le peuple de l'habitat léger

TEXTES ET PHOTOS PAR IAN DYKMANS



Une maison saine à la portée du plus grand nombre.

Le photographe bruxellois Ian Dykmans a réalisé ces clichés argentiques pour le RBDL (Réseau brabançon pour le droit au logement), asbl qui « défend l'habitat léger comme une solution valable et viable à la crise du logement et une transformation dans l'art d'habiter ». Il tente de montrer dans cette série de photos intitulée « Habit, habitat, habité » les points communs de cette population diverse qui loge en habitat léger : la mise en œuvre, par eux-mêmes, d'une solution valable et viable à la crise du logement, la créativité, et un esprit *do it yourself*. « J'ai aimé photographier ces gens qui tentent de trouver des alternatives face à notre société malade et en bout de course, comme la simplicité volontaire, la convivialité et la solidarité. Et avec une certaine justesse par rapport à leur empreinte écologique », souligne l'artiste. Voyage au sein de ce peuple des marges pour célébrer la diversité possible des logis.



Est-il décent de contracter un prêt pour 30 ans auprès d'une banque ?

Est-il décent de contracter un prêt pour 30 ans auprès d'une banque ?

Born to be wild



Born to be wild



travailler seule et peindre la façade d'habiter sa maison, son quartier

Site de l'artiste: [iandykmans.be](http://iandykmans.be)  
 Ian Dykmans est toujours à la recherche de vieux papier photo argentique périmé pour faire de nouvelles rencontres et de nouveaux tirages !



Créer et entretenir la solidarité

C'est la liberté..... Mais jusque quand?



Créer et entretenir la solidarité

Créer et entretenir la solidarité

Travailler moins et prendre le temps d'habiter sa maison, son quartier

«Habit, habitat, habité»: L'exposition est disponible pour toutes les associations, écoles, administrations qui le désirent. Pour plus d'informations: v.wattiez@ccbw.be



Est-ce vraiment: «N'importe quoi, n'importe où, n'importe comment?»

Est-ce vraiment: «N'importe quoi, n'importe où, n'importe comment?»



# Les nouveaux habits de l'extrême droite

L'idéologie de l'extrême droite se moule dans l'air du temps et tend à devenir mainstream. Elle gagne les plus hautes sphères. L'extrême droite mène en effet actuellement une large offensive qui lui permet de prendre de plus en plus part au pouvoir et de plus en plus de place dans différents espaces, numériques notamment. Il est donc urgent et nécessaire de prendre la mesure de cette galaxie d'extrême droite qui s'est développée et de redéployer une réflexion à son sujet afin de mieux redéfinir nos tactiques de défense.

Et élaborer une contre-attaque efficace. Entre permanences et nouveautés, quelles sont les stratégies aujourd'hui de l'extrême droite en Belgique et en Europe ? Pourquoi remporte-t-elle des succès électoraux importants en Flandre mais reste marginale en Wallonie ? Comment ses idéologies se reconfigurent au goût du jour ? Qu'est-ce qui touche l'électorat dans ses discours ? Comment se renouveler pour la combattre depuis la gauche quand la posture morale (« ce sont des méchants ») ne fonctionne plus ?

BENJAMIN BIARD

# « La stratégie de lissage du discours pour accéder au pouvoir fonctionne »

Alors que le radicalisme de l'extrême droite tend à devenir mainstream, que les succès électoraux des partis qui portent son idéologie se multiplient, et que les positions semblent prises une à une par une machine de guerre électorale et culturelle bien huilée, il semble utile de revenir sur les évolutions et les permanences des formations d'extrême droite en Europe. Rencontre avec Benjamin Biard, chercheur au CRISP, docteur en science politique et politologue spécialisé sur ces questions.

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

## Comment définir l'extrême droite ?

L'extrême droite, c'est une idéologie qui repose sur trois éléments :

Le premier, c'est le constat d'une inégalité de fait sur Terre : pour les formations d'extrême droite (ED), il existe une inégalité entre des races, entre des ethnies, entre des religions, des civilisations, etc. et il faudrait donc établir une hiérarchie sociale sur cette base inégalitaire supposée.

Le deuxième, c'est le but vers lequel tendre pour palier ce constat : le nationalisme, viser une société repliée sur elle-même. Attention, si tous les partis d'extrême droite sont effectivement nationalistes, en revanche, tous les partis nationalistes ne sont pas des partis d'extrême droite.

Et le troisième, c'est la question des moyens de passer de ce constat considérée comme problématique vers cet objectif nationaliste : des moyens qui peuvent être antidémocratiques, anticonstitutionnels, parfois violents physiquement (Aube Dorée, en Grèce par exemple) et qui le sont en tout cas au niveau symbolique à l'exemple des distributions de bibles dans les mosquées menées par les militants de Britain First au Royaume-Uni.



## Comment se reconfigurent leurs idéologies actuellement ?

Quatre vagues d'extrême droite se sont succédé depuis 1945.

La première vague (1945-55), ce sont ces formations d'ED héritières des mouvements fascistes actifs lors de la Seconde Guerre mondiale. Elles sont exsangues et rejetées. Elles ne parviennent plus à se maintenir dans le paysage politique d'Après-guerre où que ce soit en Europe.

La seconde vague (1955-1980) est caractérisée par une opposition à la modernisation et à l'État-providence. L'exemple emblématique, c'est le mouvement poujadiste en France qui arrive à percer et obtient des élus à l'Assemblée nationale en 1956 sans toutefois parvenir à s'enraciner dans la société.

De 1980 à 2000, une troisième vague émerge avec des leaders provocateurs comme Filip Dewinter ou Jean-Marie Le Pen. Les partis d'ED commencent à prendre racine sur un discours de résistance à la migration et deviennent des acteurs de premier plan dans le paysage politique : l'UDC en Suisse, le FN en France ou le Vlaams Blok en Belgique.

On se situe depuis le tout début des années 2000 dans une quatrième vague qui consacre leur volonté d'accéder au pouvoir. Comprenant que la prise du pouvoir resterait hors de portée avec un style dur et provocateur, les partis d'ED ont lissé leurs discours et leur communication pour se montrer respectables, capables d'exercer le pouvoir et ainsi accéder aux médias et élargir leur base électorale. Mais aussi échapper aux lois contre le racisme et obtenir, ou conserver, des financements publics qui peuvent être suspendus s'ils ne respectaient pas les valeurs fondamentales des droits humains. C'est typiquement le FN de Marine Le Pen qui revoit son style en profondeur pour se légitimer. Mais on peut aussi songer au Jobbik qui tente de percer le plafond de verre qui s'impose à lui.

Ce processus pour se rendre plus acceptable ne se déroule pas que sur la forme mais aussi sur le fond. Les partis d'ED ne vont plus se cantonner aux enjeux d'immigration ou de sécurité et s'élargir à toutes les thématiques imaginables. Il s'agit de se distancier de l'image du parti monothématique intéressé uniquement par l'immigration ou la sécurité intérieure (ou, dans le cas du Vlaams Belang par l'indépendance de la Flandre), et de se montrer capable de prendre des décisions sur un ensemble de domaines qui intéressent les citoyens comme l'environnement, l'enseignement, le socioéconomique, le sociétal...

**On a l'impression que les succès électoraux se multiplient, que l'ED impose les termes du débat public, que leur idéologie conquiert les esprits et occupent de plus en plus les espaces numériques mais aussi l'espace public. Est-ce qu'on peut dire que la tendance est à la conquête ?**

Si on regarde les courbes, on observe effectivement que l'ED prend du poids en terme électoral. Dans tous les pays où elle existait déjà mais aussi dans des pays où elle n'existait pour ainsi dire pas : l'Espagne avec Vox, l'Allemagne avec l'AFD qui a opéré une percée assez spectaculaire encore dernièrement dans deux Länder allemands de l'Est.

Et puis, au-delà du score, il y a l'accès au pouvoir qui est de plus en plus fréquent. En Autriche à partir de 1999, l'ED intègre le gouvernement. Position qu'elle a retrouvée récemment. En Italie, on se souvient du passage au pouvoir récent de Matteo Salvini et de la Lega, parti qui y avait en fait déjà participé plusieurs fois. Aujourd'hui, la Bulgarie est dirigée par une coalition dont fait partie une formation d'extrême droite. Dans des pays plus au nord de l'Europe également. En Espagne, le parti Vox soutient le gouvernement régional andalou.

On le voit, l'extrême droite aujourd'hui a réussi à gagner les plus hautes sphères politiques, l'agenda politique parlementaire et gouvernemental : ses idées extrémistes sont de plus en plus intégrées et ses thématiques de prédilection sont des questions qui sont réellement débattues. Ce qui montre que la stratégie de cette quatrième vague de lissage du discours pour accéder au pouvoir fonctionne.

**Qu'est-ce que le Vlaams Belang (VB) mobilise dans ses discours actuels en termes d'imaginaire, de représentation et d'esthétique ? Notamment pour pouvoir jouer sur la force, une valeur phare maintenant que l'esthétique militariste est proscrite ?**

Au sein du parti, il y a eu cette tension très forte sur la question de savoir si le VB devait rester un parti d'opposition, un *Zweppartij* (un parti fouet) qui met la pression sur les autres et tente d'influencer la vie politique de l'extérieur – c'est la ligne Dewinter – ou bien s'il devait tenter de participer au pouvoir. C'est cette dernière ligne qui l'emportera et une nouvelle génération – incarnée par le président Van Grieken – arrive alors aux commandes du parti. Ce qui entraîne un changement d'image et un élargissement des thématiques de campagne en plus des traditionnels *nationalisme, migration, islam et insécurité*.

Le discours a évolué pour se couler dans les évolutions sociologiques même si on reste dans une idéologie d'ED. Ainsi en est-il par exemple du discours de défense des communautés gays (au nom des libertés sexuelles, on doit combattre l'islam) ou au nom de la liberté des femmes (au sujet du voile). On le voit, ces questions sociétales peuvent servir à mieux stigmatiser les musulmans du pays.

Autre point notable, un rajeunissement sensible. Van Grieken a 34 ans et s'est entouré d'une garde-rapprochée de la même génération. Certes, Filip Dewinter ou Gerolf Annemans sont toujours là, mais ces anciens sont plus à l'arrière-plan. L'autre figure importante, Dries Van Langhove, le leader de Schild & Vrienden, a lui 26 ans. Ce renouvellement générationnel a permis de faire mouche au sein de l'électorat de prédilection de l'extrême droite, à savoir : un électorat jeune, masculin et peu diplômé. Phénomène renforcé par l'usage intensif des réseaux sociaux numériques par le VB.

**Les idées d'extrême droite sont-elles portées seulement par des partis ?**

Non, il y a des pays où les partis d'extrême droite ont du mal à émerger mais où par contre on retrouve des mouvements au sein de la société comme Pegida qui sont actifs en Angleterre, en Allemagne ou même en Belgique. Ils parviennent à capter l'attention des citoyens sur ces thématiques migratoires ou anti-islam au-delà de ce que peuvent faire les partis politiques.



Il existe en réalité toute une galaxie d'extrême-droite dont les partis ne sont qu'un élément. Il y a ces mouvements citoyens mais aussi des réseaux d'intellectuels (Renaud Camus, théoricien du « grand remplacement », Henry de Lesquin, raciste ouvertement revendiqué...), des médias (comme *Boulevard Voltaire* en France ou *Le Peuple* en Belgique repris par Mischaël Modrikamen). Il y a aussi toute la « fachosphère » sur internet, un ensemble de pages, sites, forums où s'expriment des organisations, groupes ou individus d'ED comme Fdesouche, très actif sur Facebook ou du blog catholique intégriste, le Salon beige. Cette galaxie, traversée de tensions, influence les leaders d'extrême droite et agit en guise de lobby à l'égard de ces partis.



**Pour revenir aux réseaux sociaux numériques, quels types de contenus ont été diffusés par le VB lors de la dernière campagne ?**

Outre des articles de presse montrant l'étranger qui agresse un local, le VB diffuse des extraits d'entretiens avec ses leaders, des capsules d'intervention de ses élus au parlement. Mais aussi des vidéos des actions choc de Filip Dewinter qui brandit le Coran devant la Chambre et affirme que c'est la source de tous nos maux. Ou encore du « safari » qu'il avait organisé avec Geert Wilders il y a quelques années à Molenbeek.

Et puis on a aussi tout un ensemble d'éléments qui relèvent du populisme, style politique dont l'extrême-droite fait un bel usage, avec cette volonté constante et sur toutes les thématiques d'opposer à un peuple – qui serait considéré comme étant homogène, national pour l'extrême droite, pour le VB ce sont les Flamands – des élites plurielles (les élites politiques, économiques, médiatiques, culturelles, universitaires, judiciaires, etc. bref « l'establishment »). Ces élites sont dénoncées comme corrompues et ne gouvernant que pour leurs propres intérêts tandis que le peuple est lui paré de toutes les vertus.

On pointe du doigt ce que le peuple ne possède pas matériellement ou culturellement, mais aussi ce que le peuple possède et pourrait ne plus posséder à l'avenir à cause de « l'envahissement de la Flandre par les immigrés ». C'est que Dominique Reynié appelle le « populisme patrimonial ».



Benjamin Biard, *L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019)*, Courrier hebdomadaire n° 2420-2421, CRISP, 2019

Le patrimoine matériel et culturel des locaux, ici, des Flamands, serait mis en danger par l'immigration. Une immigration qui serait préparée par les élites politiques qui ouvriraient les frontières à ces étrangers au détriment des locaux.

**Est-ce qu'on a une idée dans l'électorat ce qui fait mouche dans les arguments de l'ED et pourquoi ?**

Il s'agit de jouer sur l'incertitude, la peur du déclassement, de l'invasion et du déclin des électeurs et électrices les plus vulnérables. Et de désigner la cause de tous leurs maux comme étant l'immigré, le musulman, etc. C'est donc d'abord la peur qui est mobilisée et qui fait mouche avant la haine même si une portion minoritaire de l'électorat est certainement motivée par un racisme ou une xénophobie profonde. On peut aussi songer à la peur de l'insécurité largement mobilisée par l'ED, en pointant notamment les défaillances du système judiciaire, toujours coupable de ne pas assez punir.

C'est une base commune qui ne doit pas masquer certaines spécificités suivant les pays ou les régions. Ainsi, en Flandre, l'ED s'est d'abord construite sur le nationalisme et l'indépendance de la Flandre avant d'être anti-immigration et prosécuritaire. Cette question nationaliste permet de récupérer une part significative de l'électorat. En Espagne, Vox doit son succès avant tout à son positionnement clairement unitariste vis-à-vis des demandes d'indépendance de la Catalogne et pas spécialement à ses positions sur la question migratoire.

**Comment endiguer la poussée de l'extrême droite ?**

Réduire l'impact de l'extrême droite, cela peut-être réduire leur importance électorale ou bien réduire leur influence. Par exemple, un parti comme le RN en France possède très peu de députés mais exerce une influence considérable sur la vie politique française.

Il existe différents moyens pour limiter l'impact électoral ou l'influence politique de ces partis d'extrême droite. Des moyens juridiques mis en œuvre par les autorités judiciaires avec des demandes d'interdiction. Mais aussi tout un arsenal législatif sur le financement des partis (comme l'Article 15ter de la Loi de 1989 en Belgique) qui permet de suspendre le versement de cet argent public aux partis liberticides ou encore les dispositifs de loi contre le racisme telle que la Loi Moureaux. Il y a le cordon sanitaire médiatique présent au sud du pays – mais pas au nord. Et le cordon sanitaire politique. Et puis, il y a un ensemble d'actions de la société civile, par exemple Les Territoires de la mémoire qui peuvent organiser des voyages de mémoire à Auschwitz ou qui organise des conférences, monte des campagnes de sensibilisation, publie des livres, organisent des expositions, diffusent des tracts visant à informer le public qui peuvent faire changer d'avis d'éventuels électeurs des partis d'ED.

# Les habits neufs de la bête

Certes, l'extrême droite actuelle n'est plus celle d'hier. Mais si les étiquettes valent (alt right, populistes, nouvelle droite, droites extrêmes...) et qu'un vernis de modernité numérique recouvre les propos, les bases demeurent : un discours anti-Lumières qui vise à saper ce qui reste de nos démocraties.

Ico Maly est professeur à l'université de Tilbourg (Pays-Bas), spécialiste de la culture et des médias numérique. Il est l'auteur du remarqué « *Nieuw rechts* ». Son livre tente de retracer l'arbre généalogique intellectuel des droites et les reconfigurations en cours pour cerner ces « nouvelles droites » entre permanence et changement.

Il s'attarde également sur les méthodes de communication numériques innovantes qu'elles développent et qui expliquent une partie de son succès.

PAR OLIVIER STARQUIT

Deux axes parcourent le livre *Nieuw rechts*<sup>1</sup> d'Ico Maly. D'une part, le fait que c'est un même courant de pensée anti-Lumières qui inspirent tout autant Donald Trump que la N-VA (et la plupart des nouvelles droites occidentales). Parmi les intellectuels qui le composent, citons le philosophe Edmund Burke, le philosophe Johann Gottfried von Herder, l'historien Friedrich Meinecke, Oswald Spengler sans oublier Roger Scruton et Alain de Benoist. Ces penseurs anti-Lumières rêvent d'un monde de nations et de régions souveraines et homogènes sur le plan ethnoculturel.

D'autre part, Maly montre comment ces nouvelles droites sont innovatrices en termes de méthodes pour toucher leurs publics potentiels. Elles recourent notamment à un « populisme algorithmique » – procédé par lequel des algorithmes sont utilisés pour construire un peuple. Trump a ainsi fait appel à la société Cambridge Analytica, dirigée par le milliardaire réactionnaire Robert Mercer qui, en recourant à des millions de données liées aux clics, a pu cibler des niches électorales, notamment en postant des *dark posts*<sup>2</sup> sur certains fils privés de membres de Facebook. Ainsi, « le populiste contemporain utilise les réseaux sociaux pour s'attaquer aux médias dominants et paradoxalement, cela lui permet d'obtenir de



*l'attention dans ces médias » (p.46). Le Vlaams Belang n'a pas fait autre chose lors de la campagne pour les élections du 26 mai 2019, et a joué son va-tout en misant son trésor de guerre sur l'occupation des réseaux sociaux numériques. Avec un certain succès.*

## LA NOUVELLE DROITE DES ANTI-LUMIÈRES

Nous assistons à l'heure actuelle à une redéfinition de la droite qui s'inspire d'Alain de Benoist, fondateur du GRECE (Groupement de Recherche et d'Études pour la Civilisation Européenne), un think tank d'extrême droite. Les tenants de la nouvelle droite veulent, en réaction à mai 68, une nouvelle narration du combat politique, culturel et idéologique mené depuis deux siècles contre les Lumières qui se traduit par une « *nouvelle modernité qui ne repose pas sur les droits humains universels, une démocratie éclairée ou des idéaux comme la liberté et l'égalité* » (p.12).



Pepinochet, Pepe Le Pen, Pepe Trump... Autant de déclinaisons du même Pepe The Frog, diffusées

« **Les nouvelles droites recourent notamment à un "populisme algorithmique"** »

Selon eux, l'inégalité serait l'ordre naturel. Si les partis de droite avaient accepté au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale le cadre dessiné par la Déclaration universelle des droits de l'Homme avec les principes d'égalité (fût-elle seulement des chances) et de liberté comme fondement de la démocratie, ceux-ci sont aujourd'hui de plus en plus traversés par un clivage entre ceux qui veulent rester dans ce cadre et ceux qui souhaitent en sortir.

En Europe, les partis nationalistes ont pris fait et cause pour les perdants de la mondialisation, avec une rhétorique contre l'immigration. Ils promeuvent plutôt un État acteur moral qui doit être autoritaire et veiller à l'ordre des nations, des traditions et du tissu social. Et nous vivons actuellement selon Maly une accélération de ce phénomène : « *La mondialisation néolibérale crée une accélération par le biais du démantèlement de l'État*

*social, l'évidement de la démocratie, la domination du marché, le passage à une économie postindustrielle, une augmentation de l'immigration et une montée du nationalisme ethnoculturel en guise de réponse : tous ces changements sont également liés à divers développements technologiques qui rendent la globalisation tangible.* » (p. 105) Les inégalités croissantes, la pauvreté, les salaires en berne, la précarité, les délocalisations et l'accroissement de l'immigration créent un monde instable. Depuis deux décennies, la nouvelle droite capitalise sur les perdants autochtones de la mondialisation avec un discours qui s'en prend à « l'élite cosmopolite » et au « politiquement correct ». Et qui, surtout, pointe le multiculturalisme et la mondialisation comme origine de la dégénérescence de la nation.

Alain de Benoist et ses disciples ont souvent été présentés comme les tenants d'un « gramscisme de droite » : ils rejettent le racisme biologique mais préconise plutôt un racisme culturel dans lequel s'inscrivent les partisans d'un nationalisme ethnoculturel. Ainsi, pour la N-VA, il existe un peuple flamand qui a produit sa propre culture et qui doit rester dominant, sinon, il risque le déclin. Si à l'époque du Premier ministre Jean-Luc Dehaene (1992-1997),

l'intégration se faisait encore par le travail, elle s'opère à présent par la langue, les normes et les valeurs.

La guerre culturelle semble en passe d'être remportée puisqu'« *aujourd'hui, la nouvelle droite a acquis l'hégémonie sur la démocratie, l'immigration, l'intégration et même les droits humains.* » (p.169) Bon nombre des prémisses anti-Lumières font ainsi maintenant partie des idées dominantes. Elles sont perçues comme une attitude réaliste. Ainsi, l'idée propagée par la nouvelle droite selon laquelle l'immigration est une menace et doit être arrêtée est devenue hégémonique. Si les déclarations du parti d'extrême droite *Vlaams Blok* « *aanpassen of oprakken* » (« s'adapter ou dégager ») suscitaient il y a vingt ans une levée de boucliers, aujourd'hui Gwendolyn Rutten, présidente du parti libéral flamand Open Vld, peut ainsi affirmer dans l'indifférence la plus totale : « *Doe normaal of ga weg!* » (« Comporte-toi correctement ou barre-toi ! »).

## NOUVELLE DROITE 2.0

Une des raisons de cette hégémonie acquise est notamment liée au fait que cette constellation est un « *phénomène idéologique polycentrique transnational fortement ancré dans la structure*



par l'extrême droite sur le net.

« Sur ces pages et forums présents un peu partout en Occident, des mêmes rances sont repris en masse sur la toile, légèrement adaptés localement. »

Mais la viralité résulte aussi de la « culture du troll » qui consiste à poster des avis et des commentaires provocateurs sur des réseaux sociaux numériques comme Twitter ou Facebook ou sur les forums afin de déclencher des réactions émotionnelles et de créer artificiellement des controverses.

Cet ordre numérique est donc un mouvement polycentrique qui dispose d'un répertoire commun d'actions collectives. Cette constellation répond au nom d'alt right, abréviation de alternative right, (« droite alternative ») qui désigne au Etats-Unis ce courant réactionnaire qui rejette la droite conservatrice classique. Maly la définit comme un « ensemble élaboré de plateformes, groupes d'actions, boîtes à idées, instituts, éditeurs et intellectuels actifs dans diverses niches idéologiques et thématiques » (p. 131), conçu pour pouvoir intégrer les réseaux sociaux. Dans cette optique, la culture du troll s'avère être devenue un véritable support de la lutte politique au 21<sup>e</sup> siècle. Ico Maly va même jusqu'à affirmer que le « média numérique est au 21<sup>e</sup> siècle ce que les salons étaient au 18<sup>e</sup> ou les halles au 19<sup>e</sup> siècle. Les individus se muent en militants dans les niches d'Internet et les militants deviennent des masses engagées politiquement et politisées » (p. 221).

### RIPOSTER POUR LA SURVIE DE LA DÉMOCRATIE

Force est de constater en suivant Ico Maly que « les anti-Lumières ont quitté les marges, le nationalisme culturel est devenu l'étalon ; en combinaison avec le néolibéralisme, le nationalisme a conduit à une normalisation des positions anti-égalitaires et à une attaque contre le principe de l'égalité et de l'état démocratique redistributeur... Le racisme culturel est devenu mainstream sous la forme d'une

rhétorique xénophobe et contre l'immigration (au nom d'un prétendu réalisme) [...] et dans les débats sur l'intégration et l'immigration, l'identité est réduite à une identité ethnoculturelle ou nationale » (pp. 241-242). Certaines idées de la nouvelle droite sont actuellement portées par les élites politiques et économiques en Occident, pratiquement tous partis confondus. La démocratie se voit redéfinie, elle n'a plus rien à voir avec le concept historique de démocratie et encore moins avec la démocratie des Lumières : « L'essence de la démocratie devient son homogénéité et non l'aspiration à l'égalité ; sans l'homogénéité ethnoculturelle, la démocratie n'est pas viable » (p.260). Les propos de Bart De Wever suivant lesquels la Belgique compterait deux démocraties prennent d'ailleurs un tout autre sens éclairés par l'analyse de Maly.

La nouvelle droite crée ainsi « une anti-démocratie qui n'est pas nécessairement une dictature, [mais] une démocratie dénuée de l'idéologie radicale des Lumières, elle est intégrée dans la modernité alternative et elle se nourrit de l'idéologie anti-Lumières » (p.262). Ce constat rend oiseux le débat visant à savoir si ces partis sont de droite ou d'extrême droite et renforce par contre l'importance de la radicalisation de la démocratie et de sa réappropriation comme riposte.

1. Ico Maly, *Nieuw Rechts*, Epo, 2018. Sauf indications contraires, toutes les citations de cet article sont extraites de ce livre et traduites par mes soins.  
2. Un dark post est une publication payante très ciblée qui n'est disponible que pour un public sélectionné. Sur Facebook, ce sont les fameux « messages sponsorisés ».  
3. Voir [www.apache.be/2018/01/19/nieuw-rechts-probeert-het-al-lachend/](http://www.apache.be/2018/01/19/nieuw-rechts-probeert-het-al-lachend/)  
4. Un mème est un contenu médiatique (une image, une photo, une phrase...) ou un concept qui se propage sur internet. Le propre du « mème » est d'être réutilisé, modifié et sorti de son contexte original.

# L'extrême droite a-t-elle remporté la bataille du net ?

MANUEL ABRAMOWICZ\*

« *L'ère numérique est un nouvel âge de la propagande* » écrit le professeur de sciences politiques David Colon, dans son dernier livre *Propagande*, récemment paru et consacré à la manipulation de masse dans le monde contemporain. Lors du scrutin du 26 mai 2019, le Vlaams Belang (VB) est réapparu en force dans le paysage médiatique de notre pays alors qu'il était annoncé comme cliniquement mort. Son score, le VB le doit notamment aux transferts en sa faveur des voix des déçus des participations gouvernementales de la NV-A. Mais pas que. Sa stratégie web semble avoir fait mouche.



**S**elon les médias *mainstream*, la formation d'extrême droite a repris du poil de la bête suite à un investissement de plus de 400.000€ pour la communication sur les réseaux sociaux numériques. « *Campagne voeren op social media loont: Vlaams Belang Facebook-kampioen* » (« La campagne électorale sur les réseaux sociaux porte ses fruits : le champion sur Facebook est le Vlaams Belang ») titrait, juste avant la fermeture des bureaux de vote, sur son site le quotidien *De Morgen*. Pour d'autres observateurs du monde politique, le VB sera également considéré comme le numéro un en matière de campagne électorale 2.0. Sur ce point aucun doute. Âgé de 41 ans, ce parti a su s'adapter aux nouveaux Temps Modernes et à la nouvelle ère de la communication de masse notamment par la volonté de son ex-président, Gerolf Annemans (60 ans), de placer à sa tête un président issu directement de la génération dite Y, Tom Van Grieken (32 ans).

Bien vu, le nouveau boss du VB écrit, en 2018 dans son livre-manifeste : « *La révolution d'Internet a changé radicalement le monde [en modifiant] « profondément notre façon de vivre, de travailler et de communiquer. Il en découle de passionnantes et nouvelles possibilités »* ».<sup>1</sup>

## UNE « AGIT-PROP » SANS CESSÉ ADAPTÉE

Pour ne pas rester indéfiniment dans l'ombre des mastodontes de la scène électorale, les nouvelles formations, petites de taille au début, ont dû jouer des coudes pour se faire remarquer. L'appropriation et l'apprivoisement de chaque nouvel outil de communication ont été un challenge pour les formations politiques émergentes et pauvres en moyens de développement. Elles ont systématiquement innové dans leur propagande. Zvonimir Novak, professeur d'arts appliqués et spécialiste de la communication graphique en politique, relate dans un de ses ouvrages que « *l'extrême*

*droite s'est constituée [dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle] en inventant de nouveaux outils de propagande, notamment sous la forme de petits papiers éphémères. Elle est à l'origine de la vignette politique et du papillon [les ancêtres de l'autocollants modernes] »*<sup>2</sup>.

Les mouvements fascistes, nazis et nationalistes monarchistes de l'entre-deux-guerres, comme les révolutionnaires communistes, ont ensuite exploité, au service de leur agit-prop (agitation et propagande) respective, tous les avantages offerts par les moyens de diffusion massive nés durant la révolution industrielle: des tracts aux affiches, et surtout les journaux, dont la fabrication est rendue possible par la professionnalisation de l'imprimerie. Le second média de masse après la presse écrite, la radio, sera lui aussi, plus tard, récupéré à des fins politiques par des « radios pirates ». Plus faible dans l'occupation de la bande FM que la gauche révolutionnaire

anticapitaliste, une partie de l'extrême droite s'est accaparée d'un autre moyen de communication, plus discret, apparu au début des années 1980 : le médium interactif par numérisation d'information téléphonique, le Minitel. En Belgique, le Parti des forces nouvelles (PFN) proposait la « radio Forces Nouvelles ». Cette plate-forme audio n'avait cependant de radio que le nom. Il s'agissait d'une bande préenregistrée, sur un répondeur téléphonique automatique, de messages politiques. Pour l'entendre, il fallait composer un numéro de téléphone spécialement dédié à la « radio » de ce groupuscule.

## LA « FACHOSPÈRE » SPAMME ET TROLLE

Depuis l'ouverture du web au grand public au milieu des années 1990, les « extrêmes » se sont accaparées ce nouveau médium permettant une exposition de l'information tous azimuts. Y compris pour faire de la télévision en créant des web-télé, comme « TV Libertés » diffusée à partir de la France depuis 2014, sous l'égide d'un ancien cadre frontiste.

quelques connaissances de base en informatique suffisent. Pour David Colon : « *Les médias électroniques apparaissent donc aujourd'hui [...] comme le terrain privilégié de l'action [propagandiste]* ». Sur le net, la droite subversive va livrer bataille en formant ses militantes à « spammer », en postant massivement des messages sur des espaces numériques réservés aux commentaires, et à « troller », en provoquant des polémiques sur les réseaux sociaux numériques<sup>3</sup>. Le groupe pionnier dans le domaine de la « cyberguerre culturelle » a été celui des Identitaires. Fondé en 2002 sur les ruines d'un vieux groupuscule « nationaliste-révolutionnaire » français, il s'est bâti par le biais du net. Pour Zvonimir Novak : « [ces] *militants identitaires se montrent ingénieux et innovants [...] en développant entièrement leur mouvement à partir d'une galaxie informatique. [...] Pour mener ce combat graphique, ils organisent des séminaires de formation destinés à instruire les militants sur les nouvelles techniques de communication* ».<sup>4</sup>

les journalistes Albertini et Doucet<sup>5</sup>. Le Front national français a été ainsi, en 1994, le premier parti politique à s'être doté d'un site internet digne de ce nom. La propagande 2.0 de la « fachosphère » est une réussite. Elle est proche du corpus du mouvement « futuriste », un courant littéraire et artistique européen dont certains membres rejoignirent les rangs du fascisme italien. Le futurisme se singularisait alors par son rejet des traditions graphiques antérieures et une exaltation pour la modernisation du monde, particulièrement pour le développement urbain, les machines industrielles et la vitesse des moyens de communication.

## TOUS LES CONTESTATAIRES PROFITENT DE LA 2.0

Les nombreux articles de la presse sur l'invasion du net par l'extrême droite ne doivent cependant pas cacher l'arbre qui cache une réalité virtuelle bien plus nuancée. Dans celle-ci, des forces politiques d'autres horizons idéologiques sont également des pros. Si des groupuscules identitaires ou des partis nationalistes de droite se sont jetés dès son ouverture publique dans la sphère numérique, ils n'ont pas été les seuls. En Italie, le Movimento Cinque Stelle, la France Insoumise outre-Québécoise ou encore le PTB en Belgique se sont illustrés comme les leaders principaux de l'utilisation efficace des avantages offerts par le monde numérique. L'entrisme dans la brèche permettant une massification de la communication politique ne date donc pas du 26 mai 2019, avec le retour du Vlaams Belang dans le peloton de tête électoral. Souvent maltraités dans les médias dominants, ce sont les contestataires du système politique dans leur ensemble qui savent comment bien profiter de tous les bénéfices du système numérique et de sa... révolution !

\*Coordinateur de Résistances, un web-journal d'investigation contre l'extrême droite depuis 1998 (www.resistances.be).



L'accès au monde numérique est beaucoup plus aisé que ne le fut l'imprimerie ou la radio. La réalisation d'un périodique papier coûte en effet bien plus cher que l'informatisation de l'agit-prop. Un ordinateur, une connexion internet, la caméra d'un bon téléphone portable et

Résumons : la nouvelle *success-story* de l'extrême droite s'arc-boute sur ses capacités d'exploiter toutes les offres du web en matière de communication politique. La « fachosphère » est une réalité. Cette dernière est même « *l'un des secteurs les plus dynamiques de la Toile* », constatent

1. Tom Van Grieken, *L'avenir entre nos mains - révolte contre les élites*, Éditions Egmont, 2018, p. 217 et 219.
2. Zvonimir Novak, « Tricolores. Une histoire visuelle de la droite et de l'extrême droite », L'échappée, Montreuil, 2011, p. 13.
3. Dominique Albertini et David Doucet, *La Fachosphère. Comment l'extrême droite remporte la bataille du Net*, Entretien avec Daniel Schneidermann, Flammarion, 2016, p. 11.
4. Zvonimir Novak, *Op. Cit.* p. 169.
5. Dominique Albertini et David Doucet, *Op. Cit.*

ERIC CORIJN

# Développer une alternative au Vlaams Belang et son monde

**Comment expliquer la percée de l'extrême droite en Flandre? Le Vlaams Belang y a en effet réalisé un score de 18,5% le 26 mai 2019. Eric Corijn, philosophe de la culture et sociologue, professeur d'Études Urbaines à la VUB, co-fondateur du Brussels Studies Institute interuniversitaire, revient sur l'ancrage nationaliste, les ambitions d'avenir des extrêmes-droites flamandes. Mais aussi les alternatives pour endiguer le phénomène.**

**Pourquoi l'extrême droite a remporté un tel succès électoral en Flandre alors qu'elle reste marginale en Wallonie?**

Différentes raisons historiques sont possibles, mais la principale est qu'en Flandre, l'extrême droite est intimement associée au nationalisme flamand, à la question identitaire. Ce qui est généralement moins le cas dans les régions francophones. En Flandre le nationalisme est historiquement de droite (il l'est souvent, mais pas toujours, regardez le Pays basque ou l'Irlande du Nord où le nationalisme y est relié à un projet de gauche). Le Vlaams Belang (VB) s'est tourné vers ce nationalisme, dans une version plus radicale et xénophobe, pour se situer à droite de la NV-A, formation pourtant déjà bien à droite.

**Est-ce que la montée du score électoral du VB peut s'expliquer par l'image plus « sociale » qu'il tente de se donner?**

Il est vrai que les droites populistes en Europe en général, par exemple le Rassemblement National en France, reprennent certaines revendications sociales. Ceci indique surtout la crise du mouvement ouvrier traditionnel, les partis de

gauche s'étant soumis au discours néolibéral de la concurrence et du marché, donc de l'austérité. Notons qu'un clivage existe : le VB attire davantage les couches populaires et laborieuses que la NV-A, considéré comme un parti de la classe moyenne.

Mais en fait, la vraie récupération évidente aujourd'hui de la part du VB, c'est la volonté de plus de séparatisme. En 2003, la NV-A n'avait qu'un seul parlementaire, qui est monté au pouvoir pré-cisément en se servant d'un discours séparatiste. Malgré leur accès au pouvoir (Cinq ans au fédéral, dix ans à la Région flamande), la séparation n'a pas eu lieu. Le Vlaams Belang a tenté de reprendre la main sur cette question séparatiste. Tandis que la NV-A a voulu récupérer, elle, la thématique migratoire avec la ligne dure et les provocations anti-migratoire de Theo Francken ou le refus de signer le Pacte de Marrakech. Le VB, anti-migrants et anti-islam sous l'égide de Filip Dewinter, a tenté de surfer sur la vague, mais restait assez isolé. C'est la ligne Gerolf Annemans et la nouvelle génération en costume-cravate de Tom Van Grieken qui ont remis la question nationale au cœur de leur politique.

### **Qu'est-ce qui distingue vraiment la NV-A du Vlaams Belang ?**

La NV-A est un parti démocratique donc institutionnel. À l'inverse, le VB est fondamentalement raciste et populiste. La NV-A est un parti nationaliste d'État: il veut un État-nation flamand qui socialise tous les gens, bien qu'uniquement dans une culture flamande. Il a donc un projet nationaliste, mais démocratique, orienté vers le *dèmos* donc la formation politique d'une nation. Ainsi, la NV-A permet aux étrangers, s'ils s'adaptent aux usages locaux, de devenir membre de la société flamande, ce qu'elle appelle une identité inclusive. Le VB est lui beaucoup plus centré sur une position ethnique: «Le peuple flamand d'abord!» duquel ne peuvent pas faire partie les étrangers. Il a déjà défini «son» peuple, ce qui exclut de fait l'Autre.

### **On explique généralement le vote de l'extrême droite par le déclassement social ou la paupérisation. Or, la Région flamande est une des régions les plus riches d'Europe, comment expliquer ce phénomène ?**

Mesurer le montant de la richesse d'un territoire ne dit rien sur la distribution de cette richesse. Si, globalement, l'économie flamande est plus compétitive que l'économie wallonne, elle subit une véritable politique de privatisation des services publics. Ce qui a entraîné une augmentation considérable des inégalités sociales et un ralentissement

de la redistribution des richesses: les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres. En Flandre, la social-démocratie est dans une crise profonde, devenue social-libérale, elle n'a plus pour projet de maintenir l'État Providence mais a préféré suivre la «troisième voie», celle de la compétitivité, de la marchandisation et donc de l'exclusion sociale. La Flandre comptabilise 25 % de pauvres et est loin de connaître le plein emploi.

L'extrême droite pointe du doigt les «profiteurs» qui s'installent en Flandre, ceux qui n'auraient pas contribué au système. Dans les couches populaires et les villes ouvrières où la social-démocratie et les syndicats sont en perte de vitesse, ce type d'argumentaire raisonne particulièrement fort. Ce qui crée une idée concurrente au maintien des acquis sociaux pour tous les travailleurs: celle de mettre au frigo la protection sociale pour les demandeurs d'emploi et les nouveaux arrivants pour la réserver aux locaux actifs. En Flandre, cette idée est peut-être plus présente qu'en Wallonie.

### **Quel bilan du cordon sanitaire en Flandre peut-on faire presque 30 ans après ?**

Je suis un grand partisan du cordon sanitaire. J'ai même participé à sa création en Flandre. Nous avons lancé cette idée suite aux élections législatives de 1991, marquées par une forte progression de l'extrême droite puisque 500.000 voix avaient été comptabilisées, ce qui lui avait valu le surnom de «Dimanche noir». Ce qui avait été décidé ce soir-là, c'était de ne faire aucun accord politique avec l'extrême droite: en aucun cas on ne pouvait utiliser leur force politique ou leur soutien pour construire des majorités dans les exécutifs, ni même procéder à des votes de lois ou de motions avec elle.



Ce cordon sanitaire politique existe toujours, et avec succès. J'estime que c'est assez exceptionnel comparativement à la France, à l'Autriche ou à l'Italie. En Belgique, aucun membre du VB n'a jamais obtenu un seul poste exécutif, dans aucun village, aucune commune, aucune région, ni aucune communauté. Depuis plus de 30 ans, nous avons réussi à les tenir en dehors du pouvoir et donc de la mise en place concrète de leurs idées.

### **Mais le cordon n'a pas tenu en Flandre au niveau médiatique...**

L'idée du cordon sanitaire a été élargie aux médias par certains: il s'agissait de les exclure des débats politiques, de ne pas leur tendre le micro. Pourtant actuellement, ils représentent près de 25 % des intentions de vote en Flandre. Les nier et ne pas débattre de leurs idées avec eux sur les plateaux est sans doute contre-productif. Il faut aborder l'idée d'autonomie de la Flandre ou la manière dont ils se représentent l'immigration ou la religion musulmane, ce sont là des positions sur lesquelles il faut débattre franchement avec eux.

Toute la question est naturellement la manière de faire, il ne faut surtout pas les interviewer comme s'ils étaient une source d'opinion comme une autre. Sur ce plan-là, il apparaît clairement que la normalisation idéologique de leur discours a été relayée par les médias flamands sans vraiment porter une contradiction suffisante.

### **Comment, à gauche, récupérer du terrain face à l'extrême droite?**

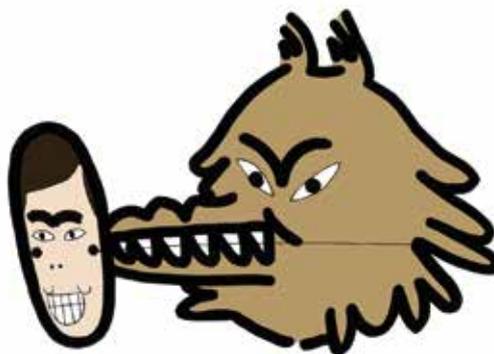
En ne perdant pas de vue que la gauche n'est pas là pour gérer la société, mais bien pour l'améliorer, la transformer. Elle doit indiquer comment changer *structurellement* la société et inventer un nouveau modèle de société.

J'identifie trois grands défis planétaires face auxquels la gauche doit répondre. Environnemental d'abord, en changeant notre rapport à la nature et à la diversité biologique. Et en dépassant la crise écosystémique due aux extractions réalisées pour le profit.

Ensuite, le social. Il faut répondre à l'échelle mondiale au défi des inégalités sociales. Rappelons que 80 % de la richesse mondiale est accaparée par moins de 10 % de la population mondiale. Et que 70 % de la population mondiale vit sur 3 % de la richesse. Une situation notamment installée par trente années de néolibéralisme où les gens travaillent de plus en plus dur et longtemps avec des salaires et un pouvoir d'achat qui ne suivent pas. Par contre, les revenus des actionnaires ont eux doublés, voire triplés. Cet enjeu de crise économique et sociale doit être pris à bras le corps et touche notamment à la question

de la propriété. Or, les communs sont presque abolis et on a assisté à une privatisation gigantesque des biens publics qui aura des répercussions énormes dans les décennies à venir.

Enfin, troisième défi, celui de la question du vivre ensemble. Les États-nations ont été construits au cours du 19<sup>e</sup> siècle sur base d'une langue, d'une culture, d'un peuple, d'un territoire, d'une histoire. Mais aujourd'hui, la majorité de la population mondiale vit en ville, dans des métropoles c'est-à-dire des lieux qui vivent explicitement de leurs différences. Le vivre-ensemble de cette population urbanisée doit se développer sur base de la différence et non plus sur celle d'une communauté homogène fantasmée. Ce n'est pas le communautaire qui doit définir le social.



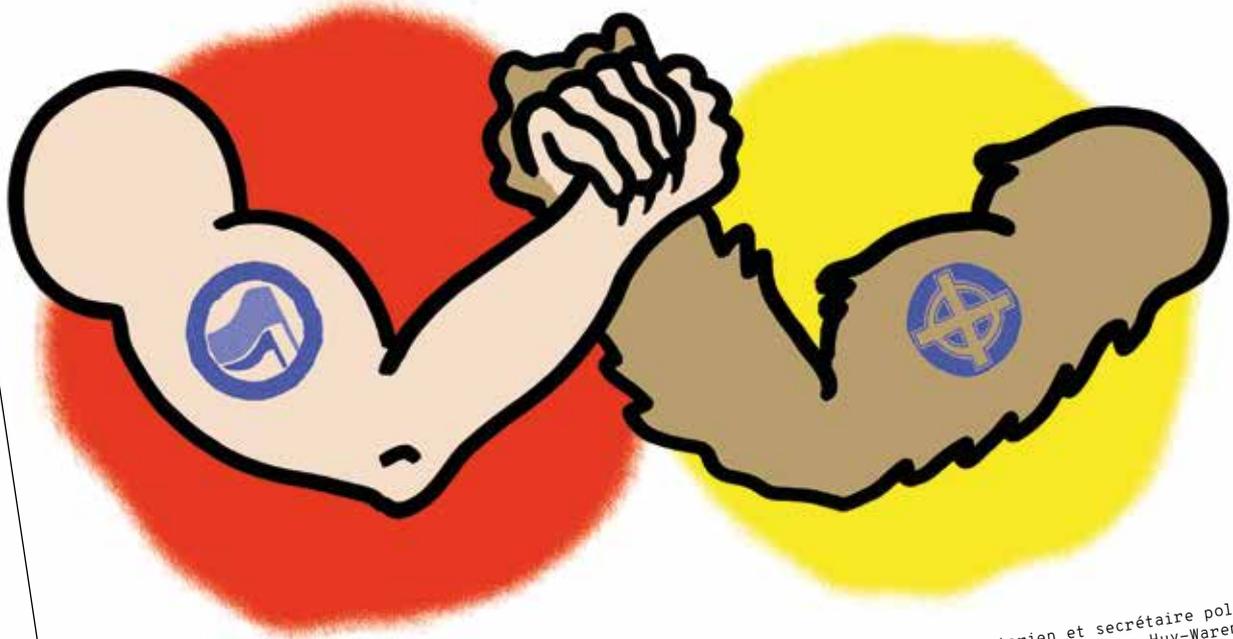
Répondre à ces trois grands défis peut constituer un véritable agenda pour les progressistes. La gauche doit présenter de manière forte, assumée et visible une alternative. Elle doit dire que 40 ans de dérégulation néolibérale nous ont laissé crises et instabilités. Mais est-ce qu'aujourd'hui une gauche dite inclusive, populaire, internationaliste, redistributrice, solidaire existe encore ?

Il faut élaborer un camp progressiste, construire un espace où l'on débat et critique la société actuelle avec les personnes qui pensent qu'il faut une transformation systémique. Et qui pensent que ces transformations nécessitent une solidarité entre les humains.

On ne peut plus se contenter d'un rôle gestionnaire, il faut trouver au plus vite une vraie alternative. Car la force de la droite et de l'extrême droite, est qu'elles ont une proposition d'une alternative réelle. Le Vlaams Belang a une vision certes antihumaniste mais en tout cas très claire et déterminée des choses: exclure l'Autre pour vivre entre soi. Il faut être bien plus radical dans les implications et les choix urgents à faire aujourd'hui. J'ignore si l'on va récupérer le terrain occupé par l'extrême droite mais je sais que le seul rapport de force possible avec elle réside dans la force de l'alternative que la gauche peut proposer.

PAR JULIEN DOHET\*

# Les trois fronts de l'antifascisme



\*Historien et secrétaire politique  
au Setca de Liège-Huy-Waremme

En ces temps où la menace d'extrême droite se renforce, quel antifascisme est-il souhaitable? Que faire et quelles méthodes opposer? On peut articuler les réponses à amener autour des trois côtés, interdépendants entre eux, du triangle rouge, l'un des symboles de lutte contre le fascisme. Symbole dont il faut aussi rappeler qu'il trouve son origine première dans les luttes du mouvement ouvrier en faveur de la réduction collective du temps de travail (la journée de 8 heures): antifascisme et luttes sociales constituent en effet de longue date un binôme indissociable. Une alliance à renforcer?

Pour être la plus efficace possible, la lutte antifasciste doit se développer simultanément sur les fronts de l'éducation (enfants et adultes), celui de l'amélioration des conditions socioéconomiques de toutes et tous, et celui de l'autodéfense face à la violence des groupes d'extrême droite.

## L'ÉDUCATION ET LA FORMATION

Face aux discours simplistes de rejet de l'autre ou de justification des inégalités raciales et sociales, l'éducation est un moyen incontournable pour lutter contre l'extrême droite. L'apprentissage du vivre ensemble et la formation à l'esprit critique sont des fondations qui doivent permettre de développer la suite. En cela, défendre un enseignement porteur de valeurs, formateur de citoyen·nes en capacité de dire non à l'injustice, et non uniquement à visée utilitariste pour l'économie, c'est déjà lutter contre une fascisation de la société. Le socle de la lutte contre l'extrême droite passe par la lutte contre ses idées et sa vision du monde. Le travail de mémoire autour de la Seconde Guerre mondiale et principalement du modèle concentrationnaire, incluant la spécificité de la Shoah mais ne s'y limitant pas, est un premier pas. Dans l'enseignement, les programmes des cours intègrent clairement ces éléments. Mais sa pertinence sur la lutte contre les partis actuels, organisations qui ont retravaillé leur discours, notamment sous l'influence venue de France de la Nouvelle Droite dès les années 70 ou de l'Alt Right américaine ces dernières années, se doit d'être questionnée plus de 70 ans après les faits, et ce, pour rester actuel et pertinent.

Au-delà du monde scolaire, l'enjeu réside aussi dans les formations pour adulte. Ainsi la question de la lutte contre l'extrême droite est dans tous les programmes de formation syndicale. Moins centrées sur la Seconde guerre, ces formations sont souvent liées à la lutte antiraciste et au démontage des préjugés afin de casser des images et de déconstruire des peurs fantasmées. C'est souvent également cet angle qui est utilisé dans les multiples conférences ou outils pédagogiques organisés et développés par nombre d'associations d'éducation permanente. Ici aussi la défense de ce secteur est un

enjeu démocratique important. Il n'est d'ailleurs pas anodin de voir que la NV-A, dans sa fuite en avant vers l'électorat du Vlaams Belang, souhaite mettre au pas ce secteur avec une vision très contrôlée et instrumentalisée d'un secteur dont la raison d'être est au contraire de se positionner comme alternative culturelle.

Si l'éducation peut ouvrir les yeux de certain·es et que beaucoup sont « récupérables », il faut se résoudre au fait qu'il y aura toujours des personnes qui, ne fut-ce que parce qu'elles sont du bon côté de la domination, seront adeptes d'une société basée sur la loi du plus fort, naturalisant les différences sociales et les résumant à une pseudo capacité au mérite en excluant totalement les facteurs socioéconomiques. C'est d'ailleurs à ce niveau-ci que se joue la principale porosité entre la droite et l'extrême droite, tout comme le fait que l'extrême droite soit comme un poisson dans l'eau au sein du système capitaliste.

## LES CONDITIONS SOCIOÉCONOMIQUES

Si l'éducation est un socle nécessaire, il est clair qu'il est insuffisant et que, même en le renforçant, il ne suffira pas à éradiquer l'extrême droite qui se nourrit du désarroi économique. Jouer la division entre les gens en désignant l'étranger (le Juif de l'Est hier, le musulman aujourd'hui... voire le Belge dans le nord de la France au tournant du 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle), en accentuant des différences, a toujours été la technique pour dévier la colère de la question de la répartition des richesses. Aujourd'hui comme hier, la lutte antifasciste doit donc être intimement

liée à la lutte antiraciste sans en faire une exclusive et en tenant compte de la réalité vécue par les gens. Et d'une lutte antiraciste non pas morale mais centrée sur les facteurs de domination.

C'est donc par la résolution des désarroi socioéconomiques que l'on peut couper l'herbe sous le pied d'un élargissement de l'audience des thèses d'extrême droite. Un constat et une affirmation qui ne sont pas neufs mais qui ont peut-être été oubliés, notamment dans un contexte de TINA économique et d'une « crise économique » mettant en tension l'emploi et les salaires. Il apparaît cependant après presque 40 ans de ce discours qu'il est plus qu'urgent d'en sortir pour repartir à l'offensive. Cette lutte antifasciste passant par la lutte socioéconomique a émergé significativement lors d'une session de formations organisées par l'ETUI (le Centre de formation de la Confédération Européenne des Syndicats) en 2019. Y furent abordées les actions concrètes contre l'extrême droite menées par les différentes organisations syndicales. Toutes ont des modules de formation plus ou moins développés et des brochures d'informations à la diffusion variable. Toutes prennent des mesures, plus ou moins radicales, envers les membres tenant des propos racistes, sexistes, homophobes... ou pire appartenant à des partis d'extrême droite. Mais la lutte contre l'extrême droite à partir des thèmes syndicaux et des réalités socioéconomiques du monde du travail constituent la piste principale indispensable.<sup>1</sup> Dans ce cadre, se battre partout pour une hausse des salaires minimums est clairement vu comme particulièrement

**« C'est par la résolution des désarroi socioéconomiques que l'on peut couper l'herbe sous le pied d'un élargissement de l'audience des thèses d'extrême droite. »**

pertinent et efficace. Tout comme la lutte pour la réduction collective du temps de travail et contre les *boulots de merde*.

Lutter contre la précarisation et l'exclusion socioéconomique, c'est donc clairement lutter contre l'extrême droite. En cela, et au risque de menacer de réduire l'audience de l'antifascisme, il faut être clair sur le fait que celui-ci est forcément anticapitaliste.

## LA PRATIQUE DE L'AUTODÉFENSE

Décoder et expliquer le discours par l'éducation et lutter activement pour améliorer les conditions socioéconomiques, c'est avancer dialectiquement sur une émancipation intellectuelle et une émancipation matérielle qui se renforcent mutuellement. Reste une troisième dimension : l'extrême droite est violente. Envers les immigrés, envers les syndicalistes, envers les femmes... Au-delà d'un discours moral de dénonciation, une action active contre l'extrême droite doit prendre en compte cette dimension. Cela nécessite donc, sans paranoïa, d'organiser l'autodéfense des réunions et des manifestations antifascistes. Cette autodéfense passe aussi par le fait de faire changer la peur de camp et d'occuper l'espace public. Et donc d'empêcher l'extrême droite de s'y exprimer en toute impunité. Arrachage et surcollage des autocollants et des affiches participent également à une autodéfense active. Idem de la contremanifestation en cas de meetings, de conférences... Partout où l'extrême droite grandit et franchit un seuil de présence, la peur s'installe pour la partie de la population qui ne correspond pas à sa vision de la société. Une société d'extrême droite est une société basée sur le rejet et la violence. Il faut le prendre en compte, tout comme mesurer les conséquences éventuellement contre-productives d'une escalade de la violence.

**« L'extrême droite est violente. Envers les immigrés, envers les syndicalistes, envers les femmes... Au-delà d'un discours moral de dénonciation, une action active contre l'extrême droite doit prendre en compte cette dimension. Cela nécessite donc, sans paranoïa, d'organiser l'autodéfense des réunions et des manifestations antifascistes. »**

## AU-DELÀ DU TRIANGLE, UNE LUTTE MULTIFORME ET COMPLEXE

L'action antifasciste est donc plus efficace lorsque ces trois dimensions se rencontrent ou sont menées de concert, chacun de ces pôles étant aussi indispensable et utile que les autres. L'occasion peut-être d'évaluer certaines méthodes utilisées massivement les dernières années et de (ré)investir certaines autres trop délaissées en écartant tout jugement de valeur. Mais aussi d'entretenir un débat sur la pertinence des différents modes d'action utilisés qui peuvent d'ailleurs varier selon les moments et les endroits. D'autres limites sont également à interroger. Comme l'homogénéité des mouvements antifascistes dont la composition socioéconomique est très majoritairement petite bourgeoise, blanche et masculine. L'absence des classes populaires, des personnes racisées et des femmes pose ainsi la question de l'intersectionnalité dans la lutte antifasciste. Ou encore des attitudes qui peuvent effrayer des personnes moins politisées ou aguerries (se masquer, utiliser des fumigènes...).

Les trois côtés du triangle rouge proposés ici ne sauraient donc épuiser l'arsenal et la réflexion contre l'extrême droite, courant de pensée portant une vision du monde multiforme et complexe et exigeant du même coup des réponses multiples et plurielles. Arriver à articuler

une lutte antifasciste se voulant massive et large tout en conservant des positions fermes et sans ambiguïtés est un défi. Et une équation complexe à assumer et à porter haut pour ne pas tomber dans le piège de la binarité dans la lutte - qui serait une mauvaise réponse au simplisme de la vision binaire de la société portée par l'extrême droite. Car l'antifascisme ne peut être vivant et représenter une alternative que s'il est pluriel, riche de la diversité de ses membres, de ses méthodes, de ses débats et des alternatives qu'il porte.

1. Voir les interventions de Richard Detje « Les syndicats et l'extrême droite en Europe », Joachim Becker « La montée de l'extrême droite en Europe » et Philippe Poirier « L'extrême droite européenne : objectifs, coalitions, ressources & moyens ».



Mobilisation citoyenne organisée par Liège Sans Pub le 12 juin 2017 contre le renouvellement du contrat JC Decaux.

# À quel prix une ville sans pub est-elle possible ?

PAR PIERRE LEMPEREUR

Le modèle économique développé par la multinationale de l'affichage publicitaire JC Decaux consiste à fournir gracieusement des équipements et services urbains et/ou une redevance payée aux collectivités en échange de l'implantation de dispositifs publicitaires dans l'espace public. Ce modèle semble faire l'unanimité auprès des autorités publiques au budget toujours plus étriqué. Mais en se rendant progressivement dépendantes financièrement de ces rentrées publicitaires, les villes ont aussi dû considérer leurs citoyen·nes davantage comme des consommateur·trices et mettre de côté les enjeux de l'expression publique dans la cité. Comment s'affranchir du modèle prêt à penser la démocratie made in JC Decaux, au service de l'ultra consommation ? Tour d'horizon des résistances menées, de Liège à Grenoble.

**A**ujourd'hui, JC Decaux en Belgique possède plus de 300.000 points d'affichage sur le territoire belge tous formats confondus. Mais le métier de JC Decaux dépasse largement le simple affichage de publicités dans l'espace public car la société crée des mobiliers et des «services aux publics» pour rendre «plus agréable au quotidien, accueillantes et responsables»<sup>1</sup> les villes. Ainsi, la multinationale française propose entre autres choses des vélos partagés, des abribus, du wifi public, des sanitaires à entretien automatique, des kiosques à journaux, des écrans interactifs, des poubelles ou des potelets anti-stationnements. La nature et la diversité du mobilier proposé par l'afficheur sont directement liées à la nature des contrats passés avec les autorités publiques.

### LE MODÈLE JC DECAUX À L'HEURE DE LA SMART CITY

Aujourd'hui, en raison de l'effondrement des recettes de la publicité traditionnelle (concurrencée par celle diffusée sur internet), l'enjeu fondamental pour JC Decaux est de réussir à négocier son passage à la digitalisation de la publicité extérieure. Et pour ce faire, d'obtenir des autorités publiques l'autorisation de mettre en place son modèle de «publicité dynamique». Ce nouveau modèle s'appuie sur une technologie dite «agile»: grâce aux écrans LCD, les annonceurs peuvent changer leurs créations en temps réels, en fonction de la météo, de résultats sportifs, de leurs propres résultats de vente ou au moyen des données récoltées auprès des citoyen-nés. Promettant des gains de marges bénéficiaires pour les annonceurs, nous dit JC Decaux, de l'ordre de 8 % en moyenne, ce nouveau modèle rend bien obsolète l'affiche papier et très central l'écran pub LED. Surtout que, clame l'entreprise, la ville change, ses usages aussi: l'heure de la smart city a sonné!

### UN MODÈLE ÉCONOMIQUE ULTRA RENTABLE, DES PROBLÈMES DÉMOCRATIQUES

En 2017, la ville de Liège a reconduit le contrat qui l'unissait à JC Decaux pour une période de quinze années. La multinationale, pour y arriver a revu très

nettement à la hausse la redevance qu'elle verse à la ville (de 567.000 € en 2011 à 5 millions € par an) en échange de l'installation de vingt écrans vidéos dans l'espace public<sup>2</sup>.

Pour dénoncer la dépendance des finances de la Ville à l'égard du modèle JC Decaux, le collectif «Liège sans pub» va orchestrer une large mobilisation citoyenne et interpeller les autorités publiques. Malgré la récolte de plus de 5000 signatures soutenant son manifeste<sup>3</sup>, le contrat sera reconduit. Si la lutte n'aura pas su empêcher la continuité voire la transformation du modèle JC Decaux, elle aura été salutaire à plus d'un titre. Elle va en effet rendre visible les limites et l'urgence de l'exercice du débat démocratique à ce sujet et souligner les contradictions dans lesquelles se trouvent les autorités publiques. Ainsi, la Ville de Liège souhaite s'inscrire dans une transition sociale et environnementale (notamment en diminuant immédiatement de 10 % la publicité dans l'espace public) tout en accueillant un dispositif numérique nuisible à l'environnement et qui accentue l'emprise publicitaire sur l'espace public.

Dans le débat, la réaction de la Ville de Liège qui établit un lien indissociable entre la redevance proposée par JC Decaux et le maintien d'un taux élevé d'emploi parmi les agents communaux est représentative d'une tendance générale des services publics (communes, transports publics...) qui se sont rendus dépendants des rentrées publicitaires. L'argument économique aura été ici, comme dans bien d'autres débats à ce sujet, l'argument d'autorité. Ce discours dominant qui traverse les débats autour des services publics traduit une forme de résignation à un principe de réalité qui veut rendre la présence de la publicité inéluctable pour financer les politiques publiques, construire des écoles, crèches, logements, etc. Dans sa lutte, le collectif «Liège sans pub» a dénoncé la prise en compte du seul argument économique justifiant l'adhésion au modèle JC Decaux, et a réussi à déplacer le cadre sur le terrain du débat éthique et démocratique lié à la spécificité de la publicité dans l'espace public. Car cette dernière a ceci de particulier qu'elle s'appuie sur

l'impossibilité pour les citoyen-nés d'en faire abstraction puisqu'elle ne laisse aucune marge à notre liberté de (non-)réception<sup>4</sup>. Dès lors, quand une ville autorise, moyennant une allocation financière, l'installation de panneaux publicitaires, elle concède tout simplement à un diffuseur comme JC Decaux le droit de capter unilatéralement l'attention de ses usagers, le droit de leur transmettre un message sans leur laisser ni le choix de le recevoir ni la possibilité d'y répondre. Cette communication unilatérale est d'autant plus violente que les messages diffusés s'appuient encore volontiers sur des stéréotypes rétrogrades, et traduisent souvent une vision du monde sexiste et ethnocentriste. En rendant cette captation de l'attention encore plus inévitable avec l'affichage dynamique par écran LED, les villes partenaires de JC Decaux posent un acte qui met en question l'exercice de notre liberté dans l'espace public.

### GRENOBLE ET LA LIBÉRATION DE L'ESPACE PUBLIC

En 2014, lorsque JC Decaux annonce à la municipalité de Grenoble son intention de revoir à la baisse sa redevance de 600.000 à 200.000 € puisque son modèle d'affichage traditionnel ne lui rapporte plus rien, ce qui peut sembler inconcevable ailleurs va se passer ici. Plutôt que de passer à la digitalisation, la mairie de la Ville va se saisir de cette opportunité pour ne pas reconduire le contrat concernant son centre-ville<sup>5</sup> et fera enlever les panneaux de 326 espaces publicitaires pour y placer des arbres et favoriser l'affichage associatif et culturel. Lucille Lheureux, adjointe au maire en charge de l'espace public, et donc de la publicité, rappelle qu'au-delà des images et des sommes décontextualisées qui peuvent à priori impressionner, la perte de la redevance JC Decaux ne représentait pas grand-chose à l'échelle de la collectivité. À titre de comparaison, la masse salariale des agents de la propreté équivaut pour la municipalité à 9 millions € du budget global. En règle générale, rappelle l'élue, la redevance publicitaire ne représente pas plus de 1 % dans la plupart des cas pour le budget d'une ville. La municipalité grenobloise va démontrer au grand public qu'il est donc possible de s'affranchir du modèle JC Decaux. D'une part, en affirmant que



Photo : Sylvain Frappat, Ville de Grenoble

Mobilier urbain VOX.

la question de la provenance des recettes financières autant que l'usage des dépenses relève d'un véritable choix politique et en décidant de ne plus vendre l'attention de ses citoyens contre une recette issue de la publicité. D'autre part, en compensant son manque à gagner en baissant de 25 % les indemnités des élus et en divisant par deux le budget, les frais de protocole et en supprimant les voitures de fonction de certains élus.

## CONSTRUIRE DES SYSTÈMES ALTERNATIFS D'INFORMATION

Avec la sortie du contrat, la Ville de Grenoble va donc supprimer les panneaux publicitaires mais aussi les faces consacrées à l'affichage institutionnel qui y étaient liées. La libération de l'espace public va devenir le point de départ d'une remise en question globale d'un système de diffusion de l'information et de conception du mobilier urbain. S'affranchir du modèle JC Decaux, c'est aussi se défaire de son modèle prêt à penser déterminant *la fréquence, le formatage, et l'implantation* des lieux de diffusion de l'information dans l'espace public. À la suite d'une recherche menée sur deux années, la Ville va proposer un système d'information innovant : elle va augmenter par trois le nombre de panneaux d'affichage libre et gratuit disposés là où les associations et les lieux culturels estiment pouvoir rencontrer leurs publics.

Pour diminuer une communication tous azimuts par affichage et flyer d'événements culturels, un vélo cargo se déplace

dans ces lieux où sont organisées des animations pour fournir directement sur place aux publics intéressés les infos utiles sur les programmes des événements à venir. Le dispositif recrée de la parole, encourage la circulation de l'info qui se donne directement entre les citoyen-es. Par ailleurs, des murs aveugles du centre-ville sont recouverts de fresques à la suite d'un concours de street art. L'un est associé à l'annonce de la programmation de la salle de spectacle municipale, l'autre à la programmation du Muséum de Grenoble. Les habitant-es sont invité-es à se déplacer jusqu'à la fresque pour aller chercher l'information culturelle. Les véhicules municipaux (objets techniques, balayeuses, etc.) vont également servir de supports à l'information institutionnelle, culturelle et associative. Enfin, le dernier dispositif déployé sur le territoire de la ville est le mobilier urbain Vox, un portfolio de trois affiches 50 x 70 cm disposées autour d'un mât en hélice hérissé d'un portevoix symbolique. Conçu à partir de la notion du droit à la non-réception ou comme l'annonce la Ville de la « liberté de réception », il fait savoir de loin que l'info est disponible, mais nécessite que le passant se rapproche pour la découvrir.

## UN AUTRE MODÈLE DE DIFFUSION D'INFO DANS L'ESPACE PUBLIC EST POSSIBLE

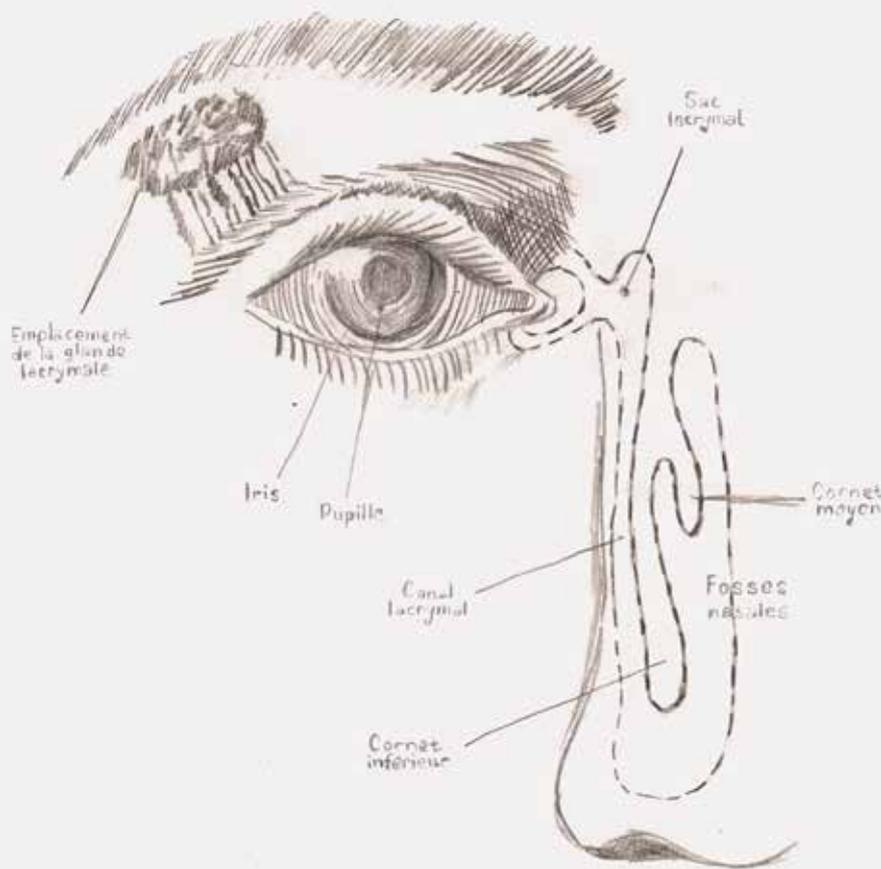
La légitimation du financement des services publics par la publicité dépasse largement le cadre stricto sensu du financier. Car le modèle JC Decaux n'est pas seulement un modèle économique,

c'est aussi un modèle culturel qui façonne nos paysages se substituant progressivement à notre capacité à penser la ville autrement et à faire exister dans l'espace public la vie politique, culturelle, associative. On est en droit d'oser imaginer toujours plus de singularité de la diffusion de la vie politique, culturelle, sportive à l'échelon communal, local, au niveau du quartier pour faire vivre la démocratie de bas en haut face à un modèle consumériste qui propose une normalisation de l'information commerciale au niveau national, voire international.

Construire des alternatives au modèle JC Decaux, c'est s'inscrire aussi dans un rapport de force citoyen pour favoriser l'émancipation des élu-es vis-à-vis des annonceurs, et la remise en question du modèle économique JC Decaux qui n'est autre qu'une forme de privatisation des services publics et de l'espace public, affaiblissant du même coup notre démocratie. L'exemple grenoblois prouve à cet égard qu'il est possible de faire autrement sans que le soleil ne cesse de se lever.

1. Voir le site de l'annonceur [www.jcdecaux-belux.com](http://www.jcdecaux-belux.com)
2. En plus de ces 20 panneaux LED, JC Decaux a installé 30 écrans vidéo sans que le contrat ne le prévoie à la place des affiches papier dans les abribus. Ces écrans fonctionnent en (super) slow motion brouillant la frontière entre affiche et publicité vidéo animée.
3. [www.liegesanspub.be](http://www.liegesanspub.be)
4. La liberté de non-réception devrait garantir à chaque citoyen-ne, en particulier dans l'espace public, le droit de choisir où et quand il-elle souhaite accéder à de l'information publicitaire. Ceci pour lui permettre de se protéger de son influence ou simplement de se reposer de la surcharge d'information.
5. La multinationale JC Decaux a re-signé un contrat avec la société de transport public grenobloise et pourra ainsi continuer à apposer ses publicités sur les abribus jusqu'en 2031. Néanmoins, la Ville de Grenoble a obtenu la diminution de 50% de publicité sur le réseau et qu'il n'y ait que dix écrans digitaux à l'échelle de l'agglomération.

# Du lacrymal aux lacrymos



PAR VALENTINE BONOMO

Les menaces qui pèsent sur la démocratie nous arrivent souvent, et simultanément, de directions a priori contradictoires, de l'extrême droite conservatrice – voire fascisante – à l'ultralibéralisme autoritaire déguisé en un centrisme servi à la sauce pensée unique. Ces forces néfastes s'opposent autant qu'elles se complètent. Au débat démocratique se substitue alors une somme de discours et de méthodes qui réactivent de vieux antagonismes de la pensée occidentale. Celui qui oppose raison et émotion en fournit un bel exemple. Plutôt que de prendre parti, trouver une manière de le dépasser pourrait nous aider à déjouer les pièges des stratégies discursives qui conduisent à l'impuissance et la soumission populaire.

**D**ans *La Stratégie de l'émotion*, Anne-Sophie Robert dénonce «l'invasion de l'espace social par l'émotion», cet «état de surgissement lacrymal»<sup>1</sup> qui représenterait une menace majeure et négligée pour notre système démocratique. Le registre émotionnel s'est imposé partout dans les discours médiatiques, politiques et jusque dans le traitement des affaires judiciaires mettant en avant la figure de la victime. De nombreux enjeux, migratoires, climatiques ou touchant aux guerres sont traités uniquement de manière à attirer la pitié, la compassion, dans la logique d'une société du spectacle et empêchant une gestion efficace et pertinente des situations. Pleurer n'est pas débattre, et l'un prend souvent la place de l'autre. En bref, une multitude de mécanismes insidieux utiliseraient les émotions à des fins stratégiques de manipulation et d'abrutissement des masses rendues larmoyantes. Les émotions seraient une barrière à la pensée, un facteur de passivité. Mais ces émotions qui nous envahissent, instrumentalisées et désincorporées, sont-elles encore des émotions?

Tout en affirmant l'importance de la pensée scientifique, la sociologue Aurélie Jeantet démontre que la prise en compte des émotions, longtemps exclues du champ de la recherche permet de penser l'individu de manière plus juste, plus ancrée dans son lien avec le social. C'est justement parce qu'elles incarnent une forme de désordre qu'elles sont subversives puisque jamais complètement prévisibles, et donc jamais complètement manipulées<sup>2</sup>. Ce n'est pas tant les émotions en elles-mêmes qu'il convient de condamner mais plutôt faut-il chercher à déconstruire les stratégies discursives qui visent à les vider de leur contenu. Lorsqu'une entreprise engage un *chief happiness* pour organiser des *afterworks* afin de vous faire oublier les heures supplémentaires, ou qu'un-e journaliste demande abusivement à une personnalité politique son «sentiment» sur tel ou tel événement, ce n'est pas vraiment de bonheur ou de sentiment qu'il s'agit.

Anne-Sophie Robert évoque très brièvement à la fin de son ouvrage la nécessité d'«une reconquête des mots» mais elle

insiste surtout sur un nécessaire retour à la raison, qui aurait été déclassée. Or, cette vision qui oppose, mais également hiérarchise, raison et émotion<sup>3</sup> participe d'une autre stratégie discursive néfaste. En effet, combien de fois n'a-t-on entendu assener les mots-couperets de *passions* ou d'*irrationalité* pour décrédibiliser des mobilisations sociales qui sortaient un peu du cadre? Insister sur cette opposition entre raison et émotion, au lieu de véritablement déconstruire le cynisme hypocrite des discours, renforce les vieilles catégories qui sont aux fondements mêmes de notre société capitaliste, néolibérale et patriarcale.

**« Insister sur cette opposition entre raison et émotion, au lieu de véritablement déconstruire le cynisme hypocrite des discours, renforce les vieilles catégories qui sont aux fondements mêmes de notre société capitaliste, néolibérale et patriarcale. »**

## LE RETOUR À LA RAISON, OU COMMENT MUSELER LES ALTERNATIVES

Lorsque le mouvement des Gilets jaunes éclate en France, les milieux politiques et médiatiques sont soudain tous tombés d'accord<sup>4</sup> pour rappeler les manifestants «à la raison» et les faire passer uniformément pour une armée de crétiens avides de destruction, occultant massivement les voix qui tentaient d'analyser ce mouvement spontané<sup>5</sup>. On a notamment reproché aux Gilets jaunes de ne pas réussir à formuler des revendications claires et synthétiques, de refuser de se faire représenter par des porte-paroles officiels, de ne pas se laisser impressionner – ou presque – par l'arsenal quasi-militaire déployé contre les cortèges de manifestant-es. L'illisibilité du mouvement, due à l'agrégation d'individus aux aspirations et idéologies quelques fois contradictoires, a pu être donnée à lire comme une simple tentative de déstabilisation. Mais la déstabilisation ne peut-elle devenir une fin en soi lorsque l'ensemble du système est vicié? Ainsi, c'est la sortie du cadre habituel qui est assimilée à une absence de raison et «l'irrationalité» de la mobilisation a justifié les tentatives de faire s'évanouir le malaise social et démocratique sous une violence disproportionnée et des nuages de gaz lacrymogènes.



Derrière l'argument de la rationalité ne se cache souvent rien de moins que l'imposition d'une pensée unique. Dans un article publié dans la revue *Terrestres*, Igor Babou et Joëlle Lemarec démontrent comment la raison scientifique qui aujourd'hui nous permet d'entrevoir l'effondrement d'un système reposant sur une surexploitation des ressources naturelles est également celle qui a contribué à le provoquer. Les auteures notent que toute tentative de production d'une autre rationalité, de modalités différentes d'exercice de la pensée critique sont écrasées et noyées sous un déluge de gaz lacrymogènes ou l'envoi de blindés comme ce fut le cas avec la destruction des habitations de la ZAD de Notre-Dame des Landes en France, afin de « rendre [ces alternatives] impensables, inimaginables, inexistantes. »<sup>6</sup>

## DÉPASSER L'OPPOSITION RAISON/ÉMOTION

Il ne s'agit pas pour nous de savoir si raison et émotion s'opposent ou se complètent<sup>7</sup> ni de prendre parti mais bien plutôt de déconstruire les stratégies discursives antidémocratiques qui se servent de l'une ou de l'autre. Déplacer le débat en soulignant comment ce paradigme de pensée binaire porte avec lui des fondements du modèle dominant, structuré par une série de termes dichotomiques se répondant entre eux (raison-émotion, masculin-féminin, culture-nature, individu-société...). Les femmes sont encore souvent aujourd'hui renvoyées du côté de l'émotion et de la sensibilité, du corps aussi, donc de la nature dans sa dimension sauvage. Les hommes, eux, ont l'apanage de la raison et de la pensée, du contrôle de soi. La pensée et les propositions de l'écoféminisme reposent notamment sur cette idée que les femmes et la nature sont sous le joug d'une même force de domination qui les considère comme des ressources passives à exploiter.

Se remettre à réfléchir oui, mais aussi reconnaître notre capacité à sentir et à nous réapproprier les émotions et surtout, les moyens d'expression. Une émotion, tout comme la raison, n'a rien d'universel, de « naturel » ou de parfaitement spontané, mais est bien rendue possible, dans notre capacité à la sentir et à la formuler,

## LES AFFECTS ET LES LUTTES

Nous avons consacré trois numéros (N°43 «Faire rire», N°44 «Que faire de nos colères?» et N°45 «À quoi bon nos larmes?») à la question des usages politiques des émotions. On peut retrouver toutes ces analyses sur [www.agirparlaculture.be](http://www.agirparlaculture.be) dans le chantier «Les affects et les luttes».

par un fait de culture<sup>8</sup>. Laisser la place à d'autres rationalités c'est aussi retravailler la possibilité de sentir mais aussi d'exprimer, de formuler. Comme le souligne Bruno Latour, «la situation n'est pas meilleure, hélas, chez ceux qui se vantent d'être restés des "esprits rationnels", qui s'indignent de l'indifférence au fait du roi Ubu, ou qui flétrissent la stupidité des masses ignares. Ceux-là continuent de croire que les faits tiennent tout seuls, sans monde partagé, sans institution, sans vie publique, et qu'il suffirait de ramener tout ce bon peuple dans une bonne salle de classe à l'ancienne, avec tableau noir et devoir sur table pour que triomphe enfin la raison. [...] La question n'est pas de savoir comment réparer les défauts de la pensée, mais comment partager la même culture, faire face aux mêmes enjeux, devant un paysage que l'on peut explorer de concert.»<sup>9</sup>

D'où sa proposition d'abandonner les antagonismes qui continuent d'opposer le local et le global, la droite et la gauche, et nous ajoutons, la raison et l'émotion.

Il conceptualise le *Hors-sol* et le *Terrestre* pour repolariser autrement le champ de la politique et faciliter ainsi une mobilisation plus efficace. À partir de là, Latour suggère de repenser notre vocabulaire soulignant le fait que certains termes sont des barrières à cause en effet de la trop grande charge émotionnelle qu'ils comportent (*extrême droite, ultra-gauche, gauchisme, populisme...*). Ainsi écrit-il «les émotions seront redistribuées par la réorientation de la boussole politique».

Et alors, peut-être pourront faire l'expérience de la continuité qui existe entre le sentir, le penser et le faire et, pour reprendre les mots de Marielle Macé, transformer la *sidération*, qui «enclos dans l'émotion», en de la *considération*; lui préférer l'observation, l'attention, la prévenance, l'estime «pour rouvrir un rapport, une proximité, une possibilité»<sup>10</sup>.

1. *La stratégie de l'émotion*, Anne-Sophie Robert, Lux, 2018. Voir la chronique popcorn de ce livre dans le n°56 d'*Agir par la culture*.
2. Aurélie Jeantet, *Les émotions au travail*, CNRS Éditions, 2018.
3. Anne-Sophie Robert reconnaît dans un premier temps qu'on ne peut séparer complètement la raison des émotions, notamment lorsqu'il s'agit de susciter des mobilisations politiques et elle cite pour cela Frédéric Lordon et la pensée qu'il développe sur les nécessaires affects préalables à l'action politiques. Mais, *in fine*, elle les renvoie dos à dos.
4. Cet article en guise d'exemple : [www.lesechos.fr/idees-debats/editions-analyses/gilets-jaunes-et-si-on-essayait-la-raison-373305](http://www.lesechos.fr/idees-debats/editions-analyses/gilets-jaunes-et-si-on-essayait-la-raison-373305)

5. Voir l'analyse de Noiriël pour une remise en perspective historique du mouvement et une analyse des enjeux de langage et de définition de soi : <https://noiriel.wordpress.com/2018/11/21/les-gilets-jaunes-et-les-lecons-de-lhistoire>
6. [www.terrestres.org/2019/09/11/crise-ecologique-desetatiser-nos-imaginaires-politiques-et-nos-savoirs-scientifiques](http://www.terrestres.org/2019/09/11/crise-ecologique-desetatiser-nos-imaginaires-politiques-et-nos-savoirs-scientifiques)
7. Voir à ce sujet l'article «Ne pas se tromper de colère» de Jean Cornil dans le n°50 d'*Agir par la culture*.
8. Vinciane Despret, *Ces émotions qui nous fabriquent, ethnopsychologie des émotions*, Les empêcheurs de penser en rond, 1999.
9. Bruno Latour, *Où atterrir? Comment s'orienter en politique*, La Découverte, 2017.
10. Marielle Macé, *Sidérer, considérer - Migrants en France*, Verdier, 2017.

# UNDERGROUND PAR SURVIE

PAR PIERRE VANGILBERGEN

Depuis quelques années, l'Arabie Saoudite tente de se racheter une image internationale, en se portant par exemple candidate pour organiser la rencontre du

G20 en 2020. Ou encore en devenant un des pays membres du Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Un comble quand on sait que ce pays est classé 141 sur 149 par le *Rapport mondial sur l'inégalité entre les sexes*, qu'il pratique la peine de mort pour les mineur·es, qu'il interdit toute forme de parti politique ou qu'il a plongé le Yémen dans ce que l'ONU considère comme «*la pire crise humanitaire au monde*», suite à des incursions militaires répétées depuis 2015.

La situation que connaît le groupe de musique Al-Namrood n'est donc qu'un exemple parmi tant d'autres d'un bafouement répété des droits humains par l'Arabie Saoudite. Jamal Khashoggi était un journaliste saoudien fermement opposé à la guerre au Yémen. Il est sauvagement assassiné le 2 octobre 2018 au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul. Une vague d'indignation internationale dénonce ce meurtre politique. La même année, Loujain al-Hathloul et d'autres Saoudien·nes sont arrêté·es de façon arbitraire en raison de leur militantisme féministe et pacifique pour l'obtention d'un droit de conduire pour les femmes et la fin du système de tutelle masculine. S'en suit une nouvelle salve d'indignations, plus discrète, qui entraîne néanmoins cette fois-ci quelques (maigres) réformes, allégeant la chape de plomb patriarcale. Quant à Al-Namrood, pour le moment encore indemne, seule l'histoire nous dira si l'acharnement depuis plus de dix ans de ces trois musiciens permettra un jour d'ouvrir une brèche dans ce paysage culturel saoudien verrouillé à double tour. Ou tout du moins, que leurs compositions puissent continuer à nous parvenir sans être, du jour au lendemain, décapitées.

CC BY 2.0 Masterbutler

**A**l-Khobar est une ville située dans la province orientale du royaume d'Arabie saoudite, le long du golfe Persique. Autrefois un petit village de pêcheurs, elle accueille aujourd'hui bon nombre de compagnies pétrolières, nationales et internationales. Plus ou moins un million d'habitant·es y vivent, dont Mephisto, Ostron et Mukadars. Des pseudonymes, utilisés non par choix, mais bien par obligation. En effet, les trois hommes jouent du black metal, un style de musique extrême à la vocation antireligieuse. Dans un pays où la législation s'inspire fortement de la charia, afficher publiquement pour un·e musulman·e un rejet de la religion islamique revient à se faire accuser d'apostasie. Autrement dit : une condamnation à mort.

Les trois artistes se rencontrent un peu par hasard, en 2008. Ils croisent leurs goûts musicaux avec une répulsion quasi innée des codes culturels, sociaux et religieux ambiants. De cette union naît le groupe *Al-Namrood*, une traduction en arabe de *Nimrod*, le nom d'un ancien roi babylonien qui se serait rebellé contre Dieu. Tout un symbole pour ces trois artistes qui entendent aller musicalement à l'encontre du système dans lequel ils sont immergés depuis tout jeunes. Pour y parvenir, un maître mot :

la discrétion. Pas de local de répétition, pas de studio d'enregistrement, pas de concerts, pas de photos promotionnelles. Tout doit être cloisonné au sein des quatre murs des musiciens, à l'abri des voisin·es et de la famille. Une adresse e-mail et une page Facebook en guise d'ouverture sur le monde. Un monde qui devient dès lors un *global village*, comme le désigne Marshall McLuhan. Cela tombe bien : c'est également un label canadien, *Shaytan Productions*, qui croira en eux dès leurs débuts. Malgré une épée de Damoclès qui ne demande qu'à leur faire ployer le genou, les Saoudiens vont sortir six albums studio en onze années de parfaite clandestinité.

«*Le metal est un magnifique style de musique concrète*», explique Mephisto. «*La musique orientale, quant à elle, permet de recycler l'esprit. On a voulu imaginer une rencontre entre les deux*»<sup>1</sup>. Al-Namrood incarne donc la synthèse entre des ambiances lourdes et des voix gutturales avec des instruments orientaux tels que l'oud, le ney, le kanoun ou encore la darbouka. Pourtant tapis dans l'ombre par nécessité, les interprètes sont devenus hors des frontières un des emblèmes du metal moyen-oriental, autant par leur résistance que par leurs sonorités uniques.

1. Alex Phillips, «Al-Namrood, Heavy Metal Underground», in *Metal Injection*, 11 octobre 2012.

# L'action sociale sous l'emprise technocratique

**D**epuis le 1<sup>er</sup> novembre 2016 et la loi Borsus (alors ministre fédéral MR de l'Intégration sociale), tout nouvel usager des CPAS – et plus uniquement les moins de 25 ans ou ceux qui émargeaient à un CPAS ayant déjà fait le choix de l'obligation – se voit obligé de signer un contrat d'intégration sociale: un PIIS (Projet individualisé d'intégration sociale) en contrepartie de l'accès au droit à un revenu dit d'intégration (RIS).

Concrètement, le PIIS consiste en une série d'engagements « négociés » auxquels doit souscrire l'usager. Les travailleurs sociaux « responsables » du CPAS sont chargés d'informer les bénéficiaires des implications du contrat et des conséquences de son non-respect, dont, au final, ils sont eux-mêmes les juges. Ils se trouvent, du coup, transformés en agents d'« accompagnement », l'œil rivé sur le tableau de bord des critères imposés par la procédure, et des objectifs chiffrés désormais assignés aux directions de CPAS (contrats d'objectifs). Selon une étude de 2015, quatre CPAS sur cinq prononçaient, alors, des sanctions en cas de non-respect du PIIS. Ce qui revient à suggérer que c'est un déficit personnel qui est en cause dans la responsabilité de la situation de « décrochage » social, et non les causes socioéconomiques structurelles qui la produisent.

## LES FAUX-SEMBLANTS DE LA RESPONSABILISATION

C'est là le piège des plans d'activation ou d'intégration qui sont devenus centraux dans les politiques publiques de l'emploi ou de la remise à l'emploi. Ils visent

Le travail social a toujours été empreint, sous couvert d'aide, d'une logique de contrôle et de normalisation des populations vulnérables considérées comme potentiellement dangereuses. Mais il a toujours été porteur, en même temps, d'une vision plus émancipatrice et contestataire de son rôle, aux côtés des déshérités et des exploités. Aujourd'hui, la grande mue technocratique de l'État social dévoie sa nature profonde qui est de contribuer à rétablir ou à reconsolider la conscience qu'ont les citoyens de leurs droits, et non de gérer leur désinsertion.



à responsabiliser les personnes face à leur recherche d'emploi, à leur formation, à leur avenir, dans un cadre « *qui ne laisse aucune place à la liberté de choisir et de participer à l'élaboration de la solution, qui empêche l'expression et la prise en compte de la manière dont l'intéressé vit ses difficultés, ainsi que ses aspirations* »<sup>1</sup>.

## « Les témoignages le confirment, les écarts entre les attentes liées à la fonction et le travail réel ne cessent de croître dans les métiers de l'action sociale »

Sous couvert de responsabilisation et d'autonomie, les deux mamelles de la « nouvelle gouvernance » sociale, on assiste, dans les faits, à une prise de pouvoir supplémentaire sur des populations qui n'ont déjà, par elles-mêmes, aucune prise sur les processus de décision qui les concernent.

Un tel cadre subjectif tend à faire vivre le contrat d'activation comme « *une épreuve de soumission désenchantée et doublement hypocrite* » : ni la personne, ni le professionnel n'y croient vraiment<sup>2</sup>. On ne sera pas étonné, dans ce contexte, d'observer une montée de l'agressivité entre des « hors emploi » et le personnel des CPAS, du Forem ou des services « chômage » des syndicats. , comme en témoigne le meurtre, en 2017, d'une employée de la CSC de Diest par un chômeur en colère<sup>3</sup>.

De l'autre côté de la table, la pression sur les services publics et les associations réorganisés par le « nouveau management public » est, elle aussi, de plus en plus forte. Les témoignages le confirment, les écarts entre les attentes liées à la fonction et le travail réel ne cessent de croître dans les métiers de l'action sociale : assistants sociaux, formateurs en insertion socioprofessionnelle, éducateurs ou conseillers à l'emploi sont sans cesse plus

entravés dans leur activité quotidienne par des protocoles de gestion et de fonctionnement qui leur sont imposés. Les situations humaines y sont de plus en plus formalisées par des cases, l'action des travailleurs sociaux et leurs décisions sont supposées s'y distribuer automatiquement. Il en résulte que les professionnels du social se sentent dévalorisés, désinvestis de leur rôle social premier, coupés des raisons mêmes de leur engagement.

Certains tentent de s'en sortir en s'enfermant dans des pratiques individualistes ou dans une conception purement exécutive du métier. Mais demeurent, chez d'autres, fort heureusement, des trésors d'énergie, de créativité et de connaissance des lois qui permettent de louvoyer, soit en dissimulant, soit en se confrontant<sup>4</sup>. D'une manière ou d'une autre, le « bricolage » aménagé par des travailleurs sociaux permet de desserrer les mâchoires du carcan néomanagérial, d'introduire un peu de jeu dans le système, de dévier d'une manière ou d'une autre par rapport à l'exécution de la procédure, et de pouvoir ainsi naviguer, entre les prescrits, un peu plus près des besoins effectifs de leurs publics. Mais le « jeu » tient d'un subtil équilibre à respecter autour des normes, et il peut, à terme, s'avérer épuisant et extrêmement coûteux pour le bien-être de l'agent social.

## DE LA JUSTICE À LA RENTABILITÉ

Dans ses habits de la « nouvelle gestion publique » (le *New Public Management*)<sup>5</sup>, l'« invasion technocratique » des métiers du public et du non-marchand à l'œuvre depuis les années 1990 participe d'une exigence d'efficacité, de plus grande transparence et de responsabilisation des agents et des usagers... Avec le ralentissement de la croissance économique et l'explosion du chômage de masse, on a vu se développer l'idée que l'action sociale, publique comme associative, représentait un coût trop important pour le trésor public (« un pognon de dingue », dans les termes du Président Macron). L'État doit donc pouvoir opérer un contrôle plus serré sur les organisations qu'il finance ou subventionne...

Dans cette optique, on a estimé que les outils et les méthodes de gestion des entreprises marchandes, par le souci

intrinsèque que celles-ci ont du profit, seraient *naturellement* les moyens les plus adaptés de garantir l'efficacité de l'action sociale<sup>6</sup> : délais de plus en plus serrés, standardisation des tâches, *reporting* permanent, travail de bureaucratie débordant sans cesse sur les cœurs de métier, évaluation permanente de l'efficacité et de son rapport coût-efficacité, primat du « relationnel », sorte de commerce « B to B » entre prestataires de services et bénéficiaires, tendance à l'individualisation et à la psychologisation des problèmes sociaux...

De façon concomitante, les politiques publiques structurelles ont fait place à des politiques sociales spécifiques de « *prise en charge de la relégation* »<sup>7</sup>. Leur mise en œuvre a été déléguée aux institutions et aux associations sociales. Le traitement « social » actif du chômage, les « réformes structurelles » du marché (il faut lire « du droit ») du travail et la lutte contre la pauvreté se sont substituées aux politiques de l'emploi, de la protection sociale et de la réduction des inégalités. Résultat ? Le nombre de travailleurs sans emploi n'a pas diminué, l'emploi et ses protections se sont précarisés et les mesures de lutte contre la pauvreté ont accompagné la hausse substantielle des inégalités...<sup>8</sup>

À la faveur de ce transfert, on a pu observer le basculement d'un modèle de justice sociale, d'inspiration réformiste social-démocrate, vers un modèle de la performance quantitative et de la rentabilité d'inspiration libérale<sup>9</sup> : gestion serrée de l'occupation des lits d'hôpitaux, nombre de travailleurs sans emploi à remettre sur le marché, quotas de chômeurs exclus du droit aux allocations par l'ONEM à réinsérer par les équipes des CPAS... « *Tu sais que t'es obligé de faire du chiffre si tu veux avoir tes subsides, mais tu ne sais pas faire autrement, quoi. Maintenant, s'ils veulent du chiffre, ils ont du chiffre* », confie un éducateur de rue, actif dans l'offre de services sociaux en Wallonie<sup>10</sup>.

## LA RICHESSE DES POPULATIONS

Face à cette réalité « instituée », il importe, peut-être plus que jamais, de rappeler les fondements du travail social. Lorsqu'il est à l'écoute des « invisibles » de la société,



**« Avec le ralentissement de la croissance économique et l'explosion du chômage de masse, on a vu se développer l'idée que l'action sociale, publique comme associative, représentait un coût trop important pour le trésor public. L'État doit donc pouvoir opérer un contrôle plus serré sur les organisations qu'il finance ou subventionne... »**

de « ceux qui n'entrent pas dans les tiroirs ou dans les cases définies à partir du seul point de vue de ce qui est apparent »<sup>11</sup>, il se donne les moyens d'explicitier, avec eux, ce que vivent ses publics, de dévoiler les troubles sociaux, et de libérer les richesses subjectives, c'est-à-dire les ressources par lesquelles chacun se constitue comme Sujet et qui contribuent à produire la société: les connaissances, la créativité, la force de proposition, de participation, d'engagement de toutes les populations.

richesses-là, détournées et dévoyées chez eux aussi, peut être à nouveau un enjeu collectif majeur de l'action des travailleurs sociaux. Ils n'en sont pas coupés, ils en sont seulement éloignés par l'injonction qui leur est faite de « s'adapter » aux règles. Car cet enjeu est toujours « déjà présent » dans leur souci de bien faire, au-delà ou en dépit des instructions technocratiques qui leur sont imposées, et dans le sens de traverse qu'ils peuvent construire avec les publics vulnérables. Il faut juste... l'activer.

Ce n'est pas un enjeu individuel. Ces richesses, aujourd'hui, ne sont reconnues que dans la mesure où elles sont captées et instrumentalisées dans le travail par le système économique et par la domination qu'il exerce. Identifier ce contexte de domination, (re)prendre conscience de ses effets sur l'action sociale, c'est commencer à y résister. Identifier la nature, le rôle central et l'importance réelle de ces

1. Robert Salais, « L'approche par les capacités et le travail. Contribution au Colloque Travail, Identités, Métier: quelles métamorphoses? », colloque du 23-25 juin 2009. <https://core.ac.uk/download/pdf/47811858.pdf>
2. Christine Mahy et Jean Blairon, « CPAS, majorité fédérale et mensonges d'État » in *Intermag.be*, analyses et études en éducation permanente, RTA asbl, avril 2016. [www.intermag.be/560](http://www.intermag.be/560)
3. Cédric Letermé, « Une violence inédite » in *La Libre Belgique*, 10 octobre 2017.
4. Renaud Maes, « Déviance et travail social » in *La Revue nouvelle*, janvier-février 2019.
5. Pauline Feron, « La nouvelle gestion publique ou l'ingérence des méthodes de gestion privées dans le secteur public », 23 septembre 2019. <http://inegalites.be/La-nouvelle-gestion-publique-ou-1>
6. Alice Willox, « L'idéologie managériale. Il n'y a pas de problème, il n'y a que des solutions » in *Bruxelles Laïque Échos*, n°80, 1<sup>er</sup> trimestre 2013.
7. Jacques Moriau, « Huile ou grain de sable? Que fait l'associatif aux rouages du système? » in *Bruxelles Laïque Échos*, 3<sup>e</sup> trimestre 2017.
8. Daniel Zamora, « Quand la pauvreté supplante les inégalités » in *Imag*, n°347, CBAI, juin 2019.
9. Jean Cornil, « De quoi le nombre est-il le nom? » in *Agir par la culture*, n°45, printemps 2016. [www.agirparlaculture.be/de-quoi-le-nombre-est-il-le-nom](http://www.agirparlaculture.be/de-quoi-le-nombre-est-il-le-nom)
10. Témoignage recueilli parmi une série d'autres sur les sens du travail social, récoltés auprès de travailleurs de CPAS, de missions régionales pour l'emploi, d'éducateurs de rue. Cité par Pauline Feron, *op. cit.*
11. Christine Mahy et Jean Blairon, « Vers un front social élargi: quel objet et quelle forme? » in *Intermag.be*, analyses et études en éducation permanente, RTA asbl, novembre 2014. [www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2014m11n1.pdf](http://www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2014m11n1.pdf)

# MARXISTE,

## TENDANCE

# Pif

## LE CHIEN

PAR DENIS DARGENT

En fouillant les recoins de mon musée imaginaire, je me suis souvenu de **PIF GADGET**. À l'instar de Marcel Proust, moi aussi *longtemps je me suis couché de bonne heure*. Mais jamais sans avoir lu quelques pages des aventures du canidé brun et jaune, Pif, et de son inséparable ami chat, l'irascible Hercule. À chacun sa madeleine. Pourtant, j'avoue que certains aspects du célèbre hebdo jeunesse m'avaient échappés à l'époque – je vous parle des années 74-75, quelque part par-là, le magazine tant attendu le mercredi (mais était-ce bien le mercredi?) coûtait alors 30 francs. Comment aurais-je pu deviner alors que Vaillant, l'éditeur de *Pif Gadget*, n'était autre que le Parti communiste français!

De fait, des lustres plus tard, j'appris aussi que le magazine était l'héritier d'une longue tradition française de journaux illustrés pour enfants, liés à la mouvance socialiste. Un courant né avec le siècle pour contrer l'influence des périodiques catholiques alors dominants. Tour à tour, il y eut *Jean-Pierre* (publié par une coopérative autogérée appelée « l'Émancipatrice »), *Les petits bonshommes* (proche de la CGT puis du Parti communiste, créé, je cite, *pour préparer une génération d'êtres humains au cerveau libre et au cœur droit*), *Le jeune camarade* (édité par la Fédération nationale des Jeunesses communistes, très pro-soviétique), et ainsi de suite jusqu'aux fameux **VAILLANT** qui, toujours sous l'égide du PCF, est publié au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. C'est dans *Vaillant* qu'apparaîtra la première histoire de Pif le chien, en décembre 1952, une série déjà publiée dans le journal *l'Humanité*.

*Vaillant* déclinera peu à peu, deviendra maison d'édition et lancera, en février 1969, l'hebdomadaire *Pif et son Gadget surprise*, très vite rebaptisé *Pif Gadget*. Avec des tirages qui parfois atteignirent le million d'exemplaires, le journal fut un des très grands succès de presse des années 70 et 80. Les plus anciens se souviendront que c'est dans Pif que furent publiées, entre 1970 et 1973, les premières aventures de Corto Maltese. Les récits du *gentilhomme de fortune*, mâtinés des références littéraires, politiques et ésotériques de son auteur, Hugo Pratt, laissèrent pour le moins perplexes les jeunes lecteurs et lectrices...

D'où cette question qui me hante subitement : *Pif Gadget* a-t-il réellement contribué à l'éveil de ma conscience politique? En feuilletant quelques numéros anciens, j'y ai retrouvé effectivement la promotion de quelques valeurs humanistes comme l'entraide, la fraternité, etc. et, en y regardant de plus près, une défense réelle de l'égalité entre les cultures, entre les hommes et les femmes... Et puis aussi une certaine conscience écologique qui s'attaquait, déjà, à la pollution engendrée par le tourisme de masse et la surconsommation. Mais dès le milieu des années 70, les encarts publicitaires nous rappelaient à plus de réalité : ici un séjour à Disney world USA offert par **BANANIA** (et son tirailleur sénégalais stylisé), là des disques à gagner en buvant du Coca Cola... Nous entrions de plain-pied dans l'ère de la culture mondialisée, nécessitant de nouvelles stratégies marketing. Enfant, je n'avais, je l'avoue, pas perçu ce rapport de compromission. L'aventure du *Pif* historique s'arrêtera en 1993, le magazine ayant depuis belle lurette adopté les codes de la normalité libérale ambiante. J'entrai dans la vie active au même moment, le communisme était de l'histoire ancienne, le changement climatique une info vague. Pif le chien avait disparu de mon imaginaire.

## PI-IFOU...

## Comment les paradis fiscaux ont ruiné mon petit-déjeuner // François Samson-Dunlop // Ecosociété, 2019



Les éditions Ecosociété sont connues pour leur publication de livres « sérieux », d'essais de sciences humaines, sociales économiques et politique. Or, cette bande dessinée inaugure l'incursion de la maison d'édition canadienne dans le genre. Et pour un coup d'essai, c'est un coup de maître ! François Samson-Dunlop utilise la BD pour y développer une analyse critique. Dans *Comment les paradis fiscaux ont ruiné mon petit-déjeuner*, il y met en scène son alter ego qui, outré, proclame qu'il n'utilisera plus les produits et les services d'entreprises qui usent de paradis fiscaux. Voilà qui marque le début d'une croisade désopilante allant d'échec en échec car cette posture est plus facile à dire qu'à faire. Au fil des dizaines de pages suivantes, nous allons être confrontés aux stratégies utilisées par Ikea, Nike, Uber et quantité d'autres pour éviter de payer des impôts.

L'autodérision et la démonstration par l'absurde dans une approche parfois proche du *Big Lebowski* ou des *Monty Python* permettent de brosser l'emprise tentaculaire des sociétés adeptes des paradis fiscaux et l'impossibilité de s'y opposer individuellement. Le ton drôle de cette BD intelligente et bien construite aide à comprendre un sujet au premier abord rébarbatif. Et comme le souligne Alain Deneault, dans la postface, elle expose brillamment cette « *supercherie mégalomane d'une classe de détenteurs de capitaux qui osent s'ériger en créateurs de richesse alors qu'ils l'ont en réalité ponctionnée au fil du temps* ». Un objet à mettre dans toutes les mains afin de préparer la riposte collective. **OS** \_

## Vies à l'ombre // Giovanni Lentini // Le Cerisier, 2019

Après *Francesco et François* et *J'irai plus loin*, Giovanni Lentini nous propose dans *Vies à l'ombre* un nouveau roman de formation qui dépeint la jeunesse de Pino Scaglione dans une impasse donnant sur la rue du Molinay, jadis l'artère commerciale la plus importante de la cité industrielle de Seraing. Avant de se pencher sur Pino, il évoque avec justesse l'exil des parents, le travail au charbonnage et l'âpreté de la vie des ouvriers dans les années 60. Tout en présentant les habitants du quartier où « *n'y habite pas qui veut... C'est réservé aux pauvres, aux étrangers, aux rejetés, aux abîmés de la vie, aux délaissés, aux déclassés* », il dépeint ensuite l'enfance et l'adolescence de Pino (ses contacts à l'école, ses premiers émois amoureux, sa découverte de la rudesse de la vie). Un livre touchant qui témoigne de la décence ordinaire des ouvriers, qui exsude un amour pour la culture sicilienne et pour la langue maternelle, dont de nombreuses expressions émaillent le texte (avec leur traduction). Un livre qui insiste aussi tout en finesse sur la lecture comme outil d'émancipation et de transmission (eh oui, on ne le répétera jamais assez, les livres changent la vie). Un livre qui, dans une succession d'une vingtaine de chapitres courts, esquisse de manière fouillée la vie des gens du peuple (des prolétaires quoi !) et qui regorge de touches belles et tristes (le papa qui cache à son gamin qu'il ne sait pas lire et lui raconte des histoires alambiquées pour ne pas le lui dévoiler). Un livre qui prend aux tripes sans jamais tomber dans le pathos à deux balles. Une écriture simple, haletante comme cela, on en redemande assurément ! **OS** \_

## Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce // Corinne Morel Darleux // Libertalia, 2019

*L'écosocialisme est-il un anarchisme, et d'ailleurs où est le rôle de l'État dans tout ça ?* Voilà l'une des nombreuses questions qui parsèment le petit livre de Corinne Morel Darleux, *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce - Réflexions sur l'effondrement*. Petit livre par l'épaisseur, certes, mais d'une extrême densité, tant il nourrit et stimule la réflexion sur la mise en œuvre d'une éthique - et d'un programme ! - écosocialistes. L'écrivaine, essayiste et élue régionale du Rassemblement (qui réunit, en Auvergne-Rhône-Alpes, Europe Ecologie-Les Verts et le Parti de gauche), étaye notamment ses propos (de brillantes intuitions !) sur des textes variés et souvent littéraires, dont se dégagent *Les racines du ciel* de Romain Gary (1956) et *La longue route* du navigateur Bernard Moitessier (1986). Il y a 50 ans, Moitessier, alors en tête de la première course de vitesse en solitaire, décide de changer de cap et, plutôt que de rallier l'Occident,

s'échappe vers les îles du Pacifique. Gary, lui, nous raconte le combat *pour l'honneur et la beauté du geste* d'un homme décidé à protéger les éléphants d'Afrique des massacres perpétrés par les trafiquants d'ivoire et les peuples qui, à l'instar de l'homme blanc colonisateur, saccage leur environnement naturel. D'où l'attention portée par Corinne Morel Darleux sur deux balises essentielles pour percevoir les lignes de fuite du modèle consumériste qui nous consume : *le refus de parvenir* ou comment résister à la pression du *réussir*, à la méritocratie ambiante ; et puis cette *dignité du présent* qui consiste « *à aiguïser en soi la capacité à mener des batailles désintéressées, à dire non, et se donner la puissance de déclinier une offre séduisante plutôt que d'acter le déclin de sa propre décence.* » Une lecture indispensable. **DD** \_

## Guérilla // Véronique Bergen // Onlit, 2019

Un roman original pour celles et ceux qui souhaitent quitter les sentiers rebattus des récits convenus et des autofictions à la mode. La philosophe et écrivaine belge Véronique Bergen, dans un style déjanté, subtil et créatif, met en scène des personnages qui traversent un monde en perdition, comme une annonce glaciale du futur que le système nous mijote entre guerres multiples pour les ressources, inégalités insupportables et prévisions apocalyptiques. Je l'ai lu comme une lugubre prophétie, comme un avenir fictif dont la réalité se rapproche chaque jour de

nous, comme un sinistre avertissement si nous poursuivons notre quête effrénée de profit, de croissance et de prédation de tout ce qui vit. Ce court roman est le verdict - une condamnation à mort - de notre civilisation. Sans aucune remise de peine possible. « *Un écothriller d'un genre nouveau* », avec des personnages fantasques, sur fond de fin du monde, qui réinterrogent notre rapport à la nature. Un texte partition qui, entre *Toccata* de Bach, *Aigle noir* de Barbara et de Renaud, trace les multiples mélodies noires de notre futur. **JC** ]



4

4

### CLIMAT, Pourquoi les urgences ne répondent pas //

Ouvrage collectif // *Les cahiers de l'éducation permanente N°54* // PAC, 2019

Pourquoi les urgences ne répondent pas, c'est précisément la question qui est posée dans ce 54<sup>e</sup> numéro des Cahiers de l'éducation permanente. Le samedi 23 novembre 2019, le mouvement PAC fêtera ses 50 ans d'existence. Beaucoup de souvenirs, beaucoup de combats, d'actions menées durant ces cinq décennies. Ce numéro édité dans le cheminement de cette journée anniversaire met en exergue les enjeux écologiques qui sont devenus la question de civilisation centrale de notre époque. Il en va de la survie même de l'Humanité, mise rudement en péril. Nos attitudes, tant individuelles que collectives, ne prennent pas en compte l'envergure historique de ce défi. Alors que le monde subit des métamorphoses radicales, le politique élabore des réponses bâties sur des schémas issus du siècle précédent. Pourquoi ne croyons-nous pas dans ce que la communauté scientifique nous affirme ? Il n'est plus temps d'opposer l'humain à la nature. Or, malgré une prise de conscience croissante et une amplification des mouvements sociaux, nos modes de vie ne se transforment pas et poursuivent la dégradation des écosystèmes. PAC n'avait d'autres choix que d'affirmer une option politique plus radicale : celle de l'écosocialisme. Sous la plume de trois auteurs, Jean Cornil, Jean-François Pontégnie et Marc Sinnaeve sont proposées quelques pistes à suivre pour éviter le marasme ou, du moins, en amortir les effets. Comment semer les germes d'un modèle alternatif écosocialiste qui conjugue justice sociale et climatique, liberté et solidarité, initiative citoyenne et action publique ? Tentatives de réponse dans ce numéro. **SB** ]

On peut commander cet ouvrage sur la boutique en ligne de PAC [www.pac-g.be/boutique](http://www.pac-g.be/boutique) ou par téléphone au 02/545 79 18.

5



7

7

### Psychotique // Jacques Mathis et Sylvain Dorange // La Boîte à Bulles, 2019

Jacques Mathis est fou. Jacques est écrivain. Il a entrepris de narrer par le menu sa maladie. Une histoire trouée (des pans entiers de mémoire ont été engloutis), pleine d'abysses (ou : « épisodes dépressifs ») et de sommets vertigineux (ou : « épisodes maniaques ») et enivrants semble-t-il. Son ami, Sylvain Dorange, s'est emparé de ce récit et son dessin lui a donné ce je ne sais quoi qui dépasse l'autobiographie pour atteindre la magie ou, comme on voudra, le cœur de la folie. Pour le lecteur, rien n'est vraiment stable : on ne voyage pas souvent de cette façon dans cette perception atypique - où l'on ne distingue plus guère vérités et fantasmes - de ce que nous appelons « réalité ». C'est du reste un des grands intérêts de l'œuvre : c'est le sujet qui prend la parole et on ne sort pas tout à fait indemne de cette promenade sur des sables si mouvants. *Psychotique* est un ouvrage précieux. C'est émouvant, drôle, empathique. Humain. Et drôlement utile à l'heure où recommence à se faire entendre le bruit sinistre des portes qui claquent sur l'altérité... **JFP** ]

6

### Peuple // Deborah Cohen // Anamosa, 2019

La jeune maison d'édition Anamosa a décidé de lancer une collection de petits livres, autour des mots, intitulée « Le mot est faible ». Les éditeurs sont en effet convaincus que les mots importent, que leur appropriation ou leur abandon est un facteur politique important. Mais si Victor Klemperer ou Eric Hazan déconstruisaient les mots utilisés et détournés par le pouvoir, les éditeurs veulent adopter une approche plus constructive et ils ont par conséquent sélectionné une série de mots considérés comme évidents par la gauche, des mots allant tellement de soi qu'ils en sont devenus invisibles. Et quand le regard se porte à nouveau sur eux, on peine à les reconnaître tant ils ont été dénaturés, abîmés par les défenseurs du monde établi. Partant, la maison d'édition souhaite recharger ces mots et les rendre à ce qu'ils veulent dire. Prenons ainsi le mot peuple qui « sert aujourd'hui à tout mais n'est plus nulle part. » L'historienne Deborah Cohen, dans un petit opus décapant, passe au crible les sens et usages de ce mot et vise à « reconquérir ce mot, le recharger, le rendre si terrifiant que la droite n'osera plus l'utiliser ». Cet arpentage lexical, cette volonté de reconquête sémantique sont en outre admirablement servis par diverses innovations typographiques ébouriffantes. Sont également sortis dans cette collection les mots *Révolution* sous la plume de Ludivine Bantigny et *École* sous celle de Laurence de Cock. Vivement la suite ! **OS** ]



6



8



9

8

**L'empreinte du monde //**  
Sous la direction de Martin de Halleux //  
Éditions Martin de Halleux, 2018

Enfin! Les Éditions Martin de Halleux ont eu l'excellente idée de publier une volumineuse monographie de Frans Masereel (1889-1972) intitulée *L'empreinte du monde*. Mais qui est Frans Masereel? Virtuose de la gravure sur bois, Masereel s'est lancé dès 1918 dans la création de romans uniquement constitués de dessins qui, avec quelques décennies d'avance, ont ouvert la voie aux romans graphiques. Largement diffusés par la presse, ses dessins et ses illustrations ont jalonné l'histoire du 20<sup>e</sup> siècle et ont souvent été utilisés comme couverture d'ouvrages littéraires et politiques. Outre l'appareil biographique et de nombreuses photographies, l'ouvrage de 664 pages recèle près de 400 vignettes expressionnistes, dépourvues de mots mais peuplées de symboles accessibles au plus grand nombre. Le travail d'artiste de Frans Masereel est

indissociable de son engagement, lui qui était épris de liberté et de justice sociale, humaniste, anticapitaliste et antimilitariste. Né en Flandre en 1889, mais francophone, ce pacifiste étudie le dessin, la lithographie et la typographie et devient rapidement un virtuose du noir et blanc et de la narration sans paroles. Notons que les Éditions Martin de Halleux ont aussi réédité deux de ses romans sans paroles emblématiques. Le premier, *La Ville* montre la ville européenne dans toute sa complexité, suite à l'industrialisation et à l'électrification des agglomérations, tandis que *Idée*, un récit muet de 83 gravures sur bois, narre allégoriquement la naissance, la vie et la mort d'une idée; la méfiance, également, que celle-ci va faire surgir auprès d'esprits étriés. Des ouvrages intenses qui témoignent indubitablement du poids des images dans le combat politique. **OS** \_

9

**L'humanité en péril.**  
**Virons de bord, toute //**  
Fred Vargas // Flammarion, 2019

La dernière enquête de Fred Vargas porte sur le péril écologique qui pèse sur l'humanité. Pas de suspense, pourtant, ici, ni de révélation originale. Mais une entreprise de vulgarisation de l'information scientifique disponible et des actions possibles à destination des « Gens ». Dans un dialogue imaginaire avec ses lecteurs, la célèbre auteure de romans policiers et... docteur en archéozoologie, fustige « *l'inertie invraisemblable de nos dirigeants* », la désinformation, « *volontaire ou passive* », qu'ils entretiennent, leur absence d'alarmisme « *face au Crime le plus gigantesque qu'on ait pu concevoir* ». Le résultat du travail de documentation titanesque auquel elle s'est livrée marque les esprits. À l'instar de chiffres stupéfiants concernant le secteur de l'agriculture et de l'élevage conventionnels : par exemple, la production industrielle d'un kilo de bœuf absorbe 13.500 litres d'eau... Dans ce secteur, plus encore que dans d'autres, on se rend compte avec Fred Vargas que les technologies de recyclage ne suffiront pas. Une réduction drastique de la production et de la consommation est indispensable. **MSi** \_



10

10

**Les racines de la colère // Vincent Jarousseau // Les Arènes, 2019**

En 2017, quelques semaines avant l'élection d'Emmanuel Macron à l'Élysée, Vincent Jarousseau s'installe pour deux années à Denain, petite ville de 20000 habitants du Nord de la France. Dans cette commune parmi les plus pauvres du pays, le taux de chômage chez les jeunes flirte avec les 55 %. Le photographe-documentariste va y suivre le quotidien de femmes et d'hommes, seules, en couples ou en famille, dont le dénominateur commun est la débrouille sur fond de précarité. Un mode de vie qui s'est imposé à toutes ces personnes suite à la fermeture des grandes industries régionales, faisant basculer la région de « bassin industriel florissant », réunissant mines de charbon et sidérurgie, à zone sinistrée. Entre galerie de portraits et livre choral, *Les racines*

*de la colère* est un roman-photo documentaire qui rend compte de cette enquête sociale, prolongeant le procédé déjà utilisé dans *L'illusion nationale*. Au-delà des singularités des destins, des constats partagés traversent les récits : sentiment d'abandon du monde politique et violence de l'injonction à se mettre en marche. L'immobilité se transforme en une réponse bricolée pour tenter de limiter la casse et maintenir un réseau social, dans cette région de France où tout un chacun est embarqué dans la même galère. L'utilisation de la photo donne une force supplémentaire à la perception de cette immobilité imposée : les personnages, pour des raisons de reconstitution, semblent figés dans des poses du quotidien. Comme si le temps s'était arrêté et avait stoppé net les

mouvements. Les textes qui accompagnent les photos sont ceux des habitant·es de Denain, tels qu'ils ont été prononcés. Parmi ces mots, il y a l'expression d'une colère : envers les puissant·es qui les méprisent ou au mieux, les ignorent. Et pour l'exprimer, il y a des actes : voter Marine, parce que Macron « n'est pas pour nous » ou encore faire ses premiers pas dans un mouvement contestataire, celui des Gilets jaunes. Vincent Jarousseau donne non seulement la parole aux plus invisibles des citoyen·nes, mais livre aussi une analyse pertinente de ce qui conduit des femmes et des hommes oubliés de la société *en marche* à tourner le dos au monde politique traditionnel pour tracer d'autres voies, sur fond d'espoir trop souvent déçu pour des jours meilleurs. **BM** \_

**film**



1

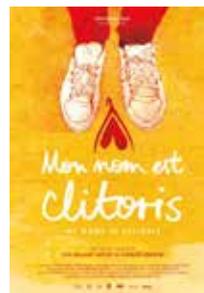


Photo : Iota Production

2

**1** *Les étendues imaginaires //*  
Yeo Siew Hua, 2018

Il est impossible de définir ce film, tantôt thriller, tantôt film social, tantôt fable sur ce qui isole les individus : les frontières et les passeports, mais aussi la mer que l'humain arrive, malgré tout, à grignoter dans sa folie de conquête. Car le film se déroule à Singapour, territoire enclavé qui tente de s'étendre sur la mer en se procurant du sable d'autres pays, et ce, à n'importe quel prix y compris par l'appel à la « mafia du sable » et l'exploitation d'une main d'œuvre bon marché. C'est sur l'un de ces chantiers d'aménagement du littoral que l'inspecteur Lok mène une enquête sur l'étrange disparition de Wang, un ouvrier chinois. Il se heurte à l'irrégularité de l'emploi des migrants et finit par se laisser entraîner dans un univers à la fois nocturne et onirique. Derrière la solitude, il y a le lien que tissent ces âmes errantes, à travers le jeu en ligne, puisque tout revient dans un cybercafé tenu par une femme qui ne rêve que de liberté. Mais aussi dans l'amorce d'une tentative de grève afin de dénoncer les conditions de travail. Ces esclaves modernes venant d'autres pays, comme le Bangladesh, dépossédés de leur passeport, de leur identité, cherchent à trouver un espace de liberté dans la danse, l'amitié, ou simplement le rêve. Le film est trouble à travers ses flashbacks, ses frontières entre rêve et réalité, la nuit devient le lieu de tous les possibles. Une nuit où resplendent les grues et machines d'acier. L'univers de Lynch n'est pas loin, lorsque l'inspecteur finit par entrer dans le corps de la personne qu'il recherche, pénétrant une réalité parallèle, s'interrogeant sur la signification de passage et de la mort comme unique échappatoire. Un film mystérieux donc, servi par une musique envoûtante. Et qui touche à la possibilité de s'évader sur d'imaginaires étendues et de voyager sans bouger. **RF**

**2** *Mon nom est clitoris //* Lisa Billuart Monet & Daphné Leblond // Iota production – Pivonka – CBA, 2019

« Dessine-moi un clitoris... » annonce l'intervieweuse. « Ça ressemble à un continent ! », « En fait je ne sais pas trop comment faire glisser mon crayon ! » déclarent les douze jeunes femmes du film âgées de 20 à 25 ans. De ce constat d'impossibilité à le dessiner naissent beaucoup de questions : d'où vient cette ignorance et comment avoir une sexualité épanouie dans ces conditions ? Car le clitoris, contrairement au pénis, on ne le voit pas, on le connaît peu, il est invisible. Et invisibilisé. Parle-t-on de la sexualité féminine, de l'orgasme - qui est toujours clitoridien, le clitoris ayant une partie externe et une partie interne - à l'école, entre copines, avec sa mère ? Il plane comme une espèce de censure morale et politique. Un contexte dans lequel les femmes ne devraient pas aimer la sexualité ou en tout cas ne pas l'aborder. Mon nom est clitoris, avec ses 88 minutes de lâcher prise intelligente et essentielle, tente de prendre à contrepied ce phénomène et de libérer la parole en mettant en scène les témoignages de jeunes femmes assises sur leur lit. Elles ont accepté de parler du plaisir féminin, solitaire ou à deux, face caméra. Elles parlent de la manière dont elles ont découvert leur sexualité, de masturbation, de la gêne

et du plaisir éprouvés, de techniques, d'orgasme, d'éducation sexuelle, des rapports sexuels. Et l'on s'aperçoit que pendant longtemps, certaines d'entre elles ne l'ont pensé qu'au travers de l'autre, de leur partenaire. Comme si pour éprouver le plaisir il y avait nécessairement l'obligation de pénétration. Comme si les porteurs de la sexualité, ceux qui initiaient la femme étaient les hommes. Eux qui ont nommé les parties du corps (et fait disparaître le clitoris des planches d'anatomie), et définit les canons de la sexualité. Des séquences extérieures plus pédagogiques et scientifiques, amenées avec beaucoup de drôleries, ponctuent le film ou nous éclairent comme lorsqu'Odile Buisson, gynécologue et chercheuse montre l'emplacement du clitoris et explique la zone G. Mon nom est clitoris se veut un film militant. Lisa Billuart Monet et Daphné Leblond, les deux réalisatrices, se revendiquent du féminisme intersectionnel et souhaitent avec ce film faire de la sexualité féminine un vrai sujet de conversation légitime. Le résultat est pétillant, original, réactif, décapant. Et représente un outil précieux qui peut circuler dans les écoles ou servir aux associations militantes. **SB**



**Climat, le temps presse  
mais qui s'en soucie vraiment ?  
Regards croisés sur l'inertie  
politique, médiatique...**

**>>> [www.pac-g.be](http://www.pac-g.be)**

## théâtre



Photo : Alice Piemme

1

### **Le chœur d'Ali Aarras // Julie Jaroszewski // La Baleine noire asbl – Théâtre national, 2019**

Ali Aarras est tout un symbole mais Ali Aarras est toujours en prison. Ce citoyen belgo-marocain, soupçonné de terrorisme, arrêté en Espagne en 2008 puis jugé et ayant bénéficié d'un non-lieu, a été illégalement extradé vers le Maroc, où il n'a pourtant jamais vécu. Il y est emprisonné depuis 2010 à la suite d'aveux obtenus sous la torture. La situation semble bloquée malgré les appels à intervenir d'Amnesty International ainsi que de nombreux artistes auprès du ministère des affaires étrangères. *Le Chœur d'Ali Aarras*, c'est une tragédie moderne chantée et comptée par des femmes, des actrices, des chanteuses et ses proches, qui retrace le pourquoi et le comment de cette terrible injustice subie par Ali Aarras depuis plus de 10 ans. D'ailleurs, ce récit nous ramène bien avant la naissance d'Ali, dans notre passé sombre et souvent nié colonialiste. Une époque où les dirigeant-es européen-es faisaient joujou avec l'Afrique (mais pas que) se partageant, terre, richesse et population comme on partage

un morceau de tarte. S'en suivirent massacres, soulèvements de population réclamant – à juste titre – une souveraineté sur la terre de leur ancêtre, enfermements, assassinats... L'héritage de ce colonialisme c'est un contexte géopolitique absurde et surtout un rapport de domination bien réel vécu par tous ces hommes et femmes qui n'ont jamais été tout à fait Belges mais qui ont toujours été un peu trop étrangers. Citoyen-nes de seconde zone, État de droits de seconde zone. À travers l'histoire d'Ali Aarras et le traitement indigne infligé par la Belgique, l'Espagne et le Maroc, c'est le degré d'humanité et de civilisation d'un État qui doit être mesuré. Et à travers l'histoire d'Ali c'est celles de tous/toutes ceux/celle que nous tentons désespérément de laisser derrière les barbelés à nos frontières à laquelle nous devons faire face. La dernière scène de la pièce ouvre une brèche dans nos esprits et dans nos cœurs, une seule solution agir et dénoncer. **SdL**



Photo : Leslie Artamonow

2

### **L.U.C.A., Last Universal Common Ancestor // Hervé Guerrisi, Grégory Carnoli, Cie Eranova // L'Ancre – Théâtre royal, 2019**

Dis-moi d'où tu viens, je te dirai qui tu es ? Vraiment ?! Quelle part de notre identité est définie par notre origine géographique ? À partir de quand l'origine n'en n'est plus une ? Quand on dit « les enfants de la troisième génération », que dit-on vraiment ? Et que ne dit-on pas ? C'est quoi au fond une origine ? *L.U.C.A.* c'est une tentative de réponse à toutes ces questions à travers un spectacle émouvant et (très) drôle dont le propos est pourtant triste et parfois même choquant. *L.U.C.A.*, ce sont deux hommes d'origine italienne qui questionnent leurs parents, leur famille et même leur plus vieil ancêtre connu pour comprendre ce qu'ils sont ? À travers ce cheminement, c'est toute la notion d'identité qui est mise en lumière. Si l'autre est différent, qui suis-je pour lui sinon un autre moi-même. **SdL**

## jeu vidéo



1

### **The Stanley Parable // Galactic Café, 2013**

Stanley est employé de bureau où il frappe quotidiennement sur les touches de son clavier en suivant le rythme indiqué par son écran. Jusqu'au jour où plus aucun ordre ne lui parvient et que tous ses collègues ont disparu. Qu'est-il arrivé ? Stanley va-t-il déjouer une terrible oppression ? Et pourquoi une voix commente-t-elle toutes ses actions voire les devance-t-elle ? Issu d'un mod, un programme modifiant un jeu, du très populaire *Half-Life 2* (Valve, 2004), *Stanley Parable* est rapidement devenu un classique du jeu vidéo. Ce succès, critique et public, tient autant à ses qualités ludiques qu'à

sa brillante déconstruction des codes du média. Le titre de Davey Wreden et William Pugh questionne en effet la notion de liberté au sein des jeux vidéo, à la fois comme idéologie mais surtout comme action : que peut l'individu dans un espace numérique où tout est déjà créé et dont le design cherche en permanence à lui faire vivre une certaine expérience ? Le joueur est sans cesse renvoyé à ses habitudes acquises, à ses actes, à son action physique qui se résume à appuyer des touches en obéissant au *game design* à la manière de son avatar pris dans un job aliénant... Et de nombreuses mises en abîme appuient ce questionnement,

notamment lorsque l'on débouche dans le jeu dans un musée virtuel retraçant la création de *The Stanley Parable*. Plus largement, le jeu déploie aussi une critique acide et assez désespérée du néomanagement, cette manière de gérer les travailleur-euses en prétendant les épanouir et les responsabiliser. Avec une nouvelle manière de parler où les mots camouflent la domination derrière des idées de liberté, ce que met parfaitement en scène le jeu si vous obéissez à la voix. Une nouvelle manière d'atomiser et de précariser qui détruit les employé-es pour les empêcher de contester. **JA**



# Présence et Action Culturelles

# 50 ANS

SAMEDI  
23  
NOVEMBRE  
2019

19h30

## DÉBATS

INTERVENANT·ES

**Hervé Kempf**

journaliste français, rédacteur en chef  
du magazine Reporterre

**Fatima Ouassak**

fondatrice du Réseau *Classe/Genre/Race*  
et porte-parole du *Front de mères*, syndicat  
de parents des quartiers populaires

**Corinne Morel Darleux**

militante écosocialiste, autrice de l'ouvrage  
*Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce*  
(Libertalia, 2019)

INVITATION

22h

## CONCERT

MARGIE & THE STINSONS  
*Cover band / Soul*

+

## DJ SET

CHARLOTTE PÉPÉ

socialisme

+ écologie

- capitalisme

= écosocialisme.

### ADRESSE

DK, Rue de Danemark, 70B  
1060 Bruxelles

RÉSERVATION SOUHAITÉE  
AU PLUS TARD LE 15/11/19

02/545 79 11  
50ans@pac-g.be

GRATUIT